

Département de Sociologie
Faculté des Sciences Sociales et Economiques
Université de Genève

Mémoire de licence
Février 2000

Le développement durable : Rupture et continuité paradigmatique avec la conception classique du développement

Mémoire présenté par :
Simon Plüss

Directeur: Pierre Weiss
Jury : Andras November
Arnaud Frauenfelder

AVANT-PROPOS.....	<u>33</u>
1. INTRODUCTION.....	<u>44</u>
1.1 EXPOSITION DU CADRE GLOBAL	<u>44</u>
1.2 DÉFINITION DE LA PROBLÉMATIQUE	<u>55</u>
1.2.1 QU'EST-CE QU'EST UN PARADIGME ?	<u>55</u>
1.3 LA MÉTHODOLOGIE ET PRÉSENTATION DU PLAN.....	<u>77</u>
2. LA CONCEPTION CLASSIQUE DU DÉVELOPPEMENT.....	<u>88</u>
2.1 LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DÉVELOPPEMENT	<u>88</u>
2.1.1 LA RAISON ET LA RATIONALITÉ	<u>88</u>
2.1.2 LE PROGRÈS ; D'UNE VISION IDÉALISTE À UNE VISION ÉCONOMIQUE DU PROGRÈS... ..	<u>114</u>
2.1.3 LA CROISSANCE : LA PRÉPONDÉRANCE DE L'ÉCONOMIE	<u>124</u>
2.1.4 L'UNIVERSALISME	<u>154</u>
2.2 EXPOSITION DE LA THÉORIE DE MODERNISATION DE ROSTOW	<u>164</u>
2.2.1 EXPOSITION DES ÉTAPES DE CROISSANCE	<u>174</u>
2.2.2 LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DÉVELOPPEMENT DANS LA THÈSE DE ROSTOW	<u>194</u>
2.3 CONCLUSION ET BRÈVE PERSPECTIVE DES CRITIQUES DU DÉVELOPPEMENT	<u>202</u>
3. LE CONCEPT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	<u>2323</u>
3.1 INTRODUCTION : ARRIVÉE DE LA PRÉOCCUPATION ENVIRONNEMENTALE	<u>2323</u>
3.2 UN NOUVEAU CONCEPT PREND NAISSANCE : LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	<u>2626</u>
3.3 LES DIFFÉRENTES « TRENDS » DE LA DURABILITÉ.....	<u>2727</u>
3.3.1 LA DURABILITÉ FAIBLE	<u>2828</u>
3.3.2 LA DURABILITÉ MOYENNE	<u>3134</u>
3.3.3 LA DURABILITÉ FORTE	<u>3838</u>
4. COMPARAISON ET ANALYSE.....	<u>4343</u>
5. CONCLUSION.....	<u>5555</u>
5.1 RUPTURE ET CONTINUITÉ.....	<u>5555</u>
5.2 LA NATURE DU CHANGEMENT.....	<u>5858</u>
5.3 RUPTURE VERS UNE ÈRE POST-PARADIGMATIQUE.....	<u>5858</u>
5.4 LA CONCLUSION DES CONCLUSIONS	<u>6060</u>
BIBLIOGRAPHIE.....	<u>6164</u>
ANNEXE.....	<u>6565</u>
A1. DÉCLARATION DE RIO SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT	<u>6565</u>
A2. SOMMAIRE DU PROGRAMME ACTION 21.....	<u>6969</u>

Avant-propos

Dans le cadre de ce mémoire de licence, je me suis donné pour tâche d'entreprendre une réflexion théorique sur le concept de développement durable. Cependant, j'aimerais souligner que ma première confrontation avec le sujet traité dans ce travail a été d'ordre pratique. Durant mes expériences professionnelles dans la coopération au développement au sein d'une organisation non-gouvernementale avant, puis pendant les études à l'université, j'ai été exposé à un certain nombre de stratégies et pratiques de développement. Les efforts de cette ONG se concentrent sur l'élaboration et le financement de projets au développement dans des mouvements partenaires du sud. On veille à ce que les projets proposés et financés aillent dans le sens des *Lignes de politique générale*, c'est-à-dire d'une orientation idéologique et politique de développement adoptée au sein de l'organisation. La pertinence des pratiques et stratégies appliquées a été régulièrement évaluée à partir des expériences faites sur le terrain. Il y a toujours eu un accord implicite sur les motivations et finalités de notre engagement. L'arrivée de la notion de développement durable dans le langage des organisations internationales, suite à la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio, a amené notre ONG à mettre sur pied une conférence internationale sur cette même thématique. Il s'agissait de négocier, avec les différents mouvements nationaux et partenaires, un agenda qui permettrait de traduire le concept de développement durable au sein de notre mouvement. Ce nouveau concept était perçu comme une réponse aux diverses préoccupations et défauts qu'on relevait dans les expériences antérieures de développement. C'est ce contexte pratique visant la réflexion sur une application concrète d'un concept qui m'a incité à entamer une réflexion plus théorique et systématique sur le développement durable.

1. Introduction

1.1 Exposition du cadre global

Lors des célébrations du 50^{ème} anniversaire de l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC), le président américain, Bill Clinton, annonçait que sa vision pour le monde était la promotion d'une classe moyenne planétaire à l'exemple des Etats-Unis. A une époque, où 20% de la population mondiale consomme environ 80% de toutes les ressources disponibles, une telle évolution mènerait inévitablement à l'effondrement écologique.

Parallèlement, et depuis une trentaine d'années déjà, le contexte environnemental a amené le monde entier à se questionner sur l'avenir planétaire. Bon nombre de nouvelles notions sont ainsi apparues qui nous font prendre conscience des impacts de nos actes économiques tant au niveau social qu'environnemental. C'est notamment le cas de l'émergence de la notion de développement durable qui va être l'objet principal de notre recherche dans ce travail. Globalement, nous pouvons constater qu'il y a changement de la conception classique du développement vers une prise en compte du principe de sa durabilité.

Mais qu'est-ce que véritablement le développement ? En fait nous sommes confrontés à une métaphore qui renvoie au monde de la science naturelle, décrivant la croissance évolutive d'un organisme vivant. Cette métaphore s'est greffée sur l'idée de changement dans le monde social et économique. Mais le développement tel qu'il est conçu à l'heure actuelle ne se réduit plus au seul changement social et économique. Toutes les sociétés ont constamment passé par des changements. Nous allons voir dans ce travail qu'avec le concept de développement nous sommes confrontés à une notion qui a ses racines dans l'avènement de la Raison et du Rationalisme et qui va donner naissance à une certaine perception déterministe et mécaniste du monde, véhiculant la conviction d'une universalisation des idées de progrès et de la croissance infinie. Par contre, l'idée d'un développement durable met en évidence les limites et la discontinuité de la conception rationaliste du développement.

1.2 Définition de la problématique

A priori, deux questions s'imposent à nous. La première nous amène à penser qu'entre la conception classique du développement et le concept de développement durable nous avons affaire à une succession de deux tendances idéologiques, le passage d'une vision du monde (Weltanschauung¹) à une autre. Nous considérons ces tendances idéologiques ou visions du monde selon l'appellation plus moderne de paradigme.

La deuxième nous pousse à nous demander s'il s'agit véritablement d'un changement radical entre ces deux concepts ou plutôt d'une continuité. Et s'il y a changement, il s'agit de savoir comment il a lieu. Cette deuxième question plus critique nous amène au centre de notre débat : Y a-t-il rupture ou/et continuité paradigmatique entre la conception classique du développement et le concept de développement durable?

1.2.1 Qu'est-ce qu'est un paradigme ?

Il convient de préciser ce que nous entendons sous le terme de paradigme ainsi que ce qu'un changement de paradigme implique. Le dictionnaire Larousse définit cette notion comme «les croyances le plus souvent implicites sur le fond desquelles les chercheurs élaborent leurs hypothèses, leurs théories et plus généralement définissent leurs objectifs et leurs méthodes».²

La notion de paradigme a été surtout mise à la mode par l'historien et sociologue des sciences, Thomas Kuhn (1972). Et c'est lui qui s'est demandé pour la première fois comment un changement entre deux paradigmes opposés a lieu. Cet auteur s'oppose à l'idée inductiviste de l'acquisition cumulative des connaissances.³ Il est

¹ Ferréol (1995, pp.63) définit ce terme comme une vision «s'inscrivant dans un cadre profane et ayant trait à l'organisation ou au devenir des sociétés. »

² Par exemple : Aux sources des sciences sociales Max Weber et Emile Durkheim ont postulé deux visions du monde, deux paradigmes opposés, sur la base desquelles ils ont fondé leurs théories. Max Weber explique les phénomènes collectifs par les croyances et attitudes individuelles tandis que pour Emile Durkheim, les données subjectives sont incompatibles avec la notion même de science. Dès lors, deux paradigmes différents s'opposent.

³ La conception inductiviste de la connaissance nous enseigne que le savoir augmente au fur et à mesure que les observations s'accumulent. Les concepts ainsi se développeraient en s'affinant et la découverte de nouvelles relations donnerait lieu à de nouvelles lois. Ce qui revient à dire que la réalité est là, que les lois sont là, et que

convaincu que l'homme est guidé dans l'observation ainsi que dans l'expérimentation de la réalité par des, disons, «lunettes paradigmatiques» qui influencent son regard. Il définit les paradigmes comme étant «des découvertes scientifiques universellement reconnues, qui pour un temps, fournissent à un groupe de chercheurs des problèmes types de solutions». (ibid, pp.10). La connaissance ne se développe ainsi pas de manière linéaire, cumulative, mais grâce à des ruptures conceptuelles, des changements paradigmatiques. Kuhn (ibid, pp.116) décrit le changement d'un paradigme comme un processus révolutionnaire par analogie avec une révolution politique. Tandis qu'en politique la révolution est précédée du sentiment que «les institutions existantes ont cessé de répondre d'une manière adéquate aux problèmes posés par un environnement [...], les révolutions scientifiques commencent avec le sentiment croissant, souvent restreint à une petite fraction du groupe scientifique, qu'un paradigme a cessé de fonctionner de manière satisfaisante pour l'exploration d'un aspect de la nature sur lequel ce même paradigme a antérieurement dirigé des recherches». Selon Kuhn, en politique comme en science la condition indispensable à toute révolution est le sentiment d'une anomalie du fonctionnement aboutissant à une crise. Une fois la révolution accomplie, le réseau conceptuel à travers lequel les hommes voient le monde change d'aspect. Avec l'idée de révolution nous nous trouvons clairement dans un cadre conflictuel, qui exclut la coexistence de deux paradigmes opposés.

D'une position plus nuancée, Stockdale (1982) considère que dans les sciences, et notamment dans les sciences sociales, des perspectives alternatives (en l'occurrence sur le développement) peuvent entretenir des relations dialectiques plutôt que d'exclusivité - remplacement révolutionnaire d'un paradigme par un autre tel qu'il est proposé par Kuhn. Il démontre dans son modèle comment chaque perspective a changé en étant confrontée, d'une part, à des aspects de la réalité qui la remettait en cause et, d'autre part, à des perspectives alternatives. Il écrit : «over time, if clear differences between a theoretical perspective and reality exist, there is a general tendency for the ideas to change to become more congruent with the reality they purport to describe and explain. This change is especially likely if alternative perspectives exist which call attention to gaps or inconsistencies in the existing

les hommes n'ont qu'à les porter à la surface. Dans cette optique le savoir scientifique est dans son essence cumulatif.

perspective. In some cases, the change involves convergence of seemingly conflicting approaches.» (ibid, pp.159) Ainsi, toujours par rapport au développement, Stockdale montre comment deux perspectives au départ opposées s'intègrent graduellement l'une à l'autre.

Nous allons déterminer dans le cadre de notre question où nous nous trouvons entre ces deux explications: une approche conflictuelle qui demande une rupture ou une approche plutôt dialectique, qui permet la coexistence, voire la continuité de nos deux paradigmes opposés. Nous allons chercher à déterminer si rupture et continuité paradigmatique entre deux concepts peuvent avoir lieu en même temps, étant donné qu'un nouveau concept propose rarement un contenu totalement novateur.

1.3 La méthodologie et présentation du plan

Afin de répondre à notre question, nous proposons de suivre une démarche comparative des fondements idéologiques des deux visions du développement.

Loin de faire un traité historique du développement, nous nous intéressons dans une première partie à connaître les éléments fondateurs de la représentation du développement «classique ». Éléments que nous considérons comme sous-jacents et implicites à la majorité des théories et politiques du développement de ces dernières décennies. Éléments qui déterminent également la perception cognitive du monde moderne ainsi que les logiques d'actions. Chercher les racines du développement demande une lecture des fondements philosophiques et politiques de la Modernité tels qu'ils se sont mis en place pendant les 17^{ème} et 18^{ème} siècles et dont Descartes et les Philosophes des Lumières sont représentatifs : La Raison et la Rationalité, l'idée du progrès et de la croissance ainsi que l'universalisme.

La deuxième partie sera consacrée à l'étude des éléments constitutifs du concept de développement durable. Nous allons voir que le concept de développement durable, et en particulier la notion de durabilité, connaît différentes interprétations. Ces dernières nous amènent à penser que des paradigmes opposés leur sont sous-

jacents. Par conséquent, nous allons créer des types-idéaux d'approches de durabilité différentes et relever les éléments caractéristiques respectifs.

2. La conception classique du développement

2.1 Les éléments constitutifs du développement

Nous considérons qu'à la base de la pensée moderne se trouvent les concepts de la Raison et de la Rationalité. Ces dernières engendrent et déterminent tous les autres éléments constitutifs que nous allons exposer. La pensée rationaliste moderne a également fourni les bases d'une science physique et naturelle et a amené la sécularisation totale du monde.

2.1.1 La Raison et la Rationalité

a. L'homme au centre : Avec son affirmation centrale «je pense donc je suis» (cogito ergo sum) Descartes a placé le sujet pensant à la source de la connaissance et comme siège de la certitude. Le monde doit être pensé. Par le penser, on existe au monde. Le monde n'existe que par l'action de le penser. Tout savoir transmis (traditionnel, religieux) est soumis à la démarche du doute.⁴ Tout ce qui ne peut pas être pensé et raisonnablement expliqué est douteux. Cette affirmation du sujet pensant signifie une rupture énorme avec la pensée classique grecque, car cette dernière ne met pas en doute la réalité. Au contraire, elle s'y réfère alors que la Raison place sa référence dans le sujet. «Dans les religions comme dans les mythologies, l'homme était toujours perçu comme un élément parmi d'autres, inséré dans une totalité, la création, l'univers ou la nature, plutôt comme le centre rayonnant de sa puissance sur tous les éléments. L'optimisme rationaliste, par contre, a «contribué à nourrir la vision prométhéenne d'un pouvoir illimité de l'homme sur la nature.» (Yachir (1992), pp.421) L'homme prend en quelque sorte grâce à la Raison la place de Dieu. « En tant que souverains de la nature, le dieu créateur et la Raison

organisatrice se ressemblent. L'homme ressemble à Dieu par sa souveraineté sur l'existence.» (Horkheimer, Adorno (1974), pp.27)

b. Le totalitarisme de la Raison : Pour Horkheimer et Adorno, (ibid, pp.24) «la Raison est totalitaire», car, «la Raison reconnaît comme existence et occurrence que ce qui peut être réduit à une unité ; son idéal, c'est le système dont tout peut être déduit.» (ibid, pp.25)

Le postulat de base de la Rationalité peut être exprimé comme suit : tout phénomène peut être réduit au système de ses propriétés et exprimé en forme d'une série de propositions contenant des régularités et des lois. A l'aide de la Raison et de l'observation individuelle, le monde cesse d'être mystérieux, il devient compréhensible, explicable et contrôlable. «La Raison se comporte à l'égard des choses comme un dictateur à l'égard des hommes : il les connaît dans la mesure où il peut les manipuler.» (ibid, pp.24)

c. La Raison scientifique : Pour Javeau (1986, pp.11), «la Raison est synonyme de mesure. La mesure elle-même va devenir l'instrument privilégié de la démarche scientifique». Le raisonnement rationnel se trouve donc à la base de la pensée scientifique. Les savants de l'époque moderne vont s'efforcer, à l'aide du raisonnement rationnel-mathématique, de mettre en évidence des lois, relations régulières entre des objets qu'ils ont construits raisonnablement, basées sur les fréquences d'apparition de phénomènes définis au préalable.

La science moderne a installé au cœur de sa démarche ce que Javeau (ibid, pp.13) appelle «le mythe des lois de la nature». Le terme mythe est appliqué pour exprimer la prétention sous-jacente qu'à travers les lois de la nature on parviendrait à rendre compte de la totalité de la condition humaine.

Quant à la méthode scientifique, elle a permis «une maîtrise toujours plus efficace de la nature» et elle «en est venue à fournir les concepts purs de même que les instruments toujours plus efficaces de l'homme sur l'homme au moyen de la maîtrise de la nature.» (Marcuse, cité par Habermas (1973), pp.9)

⁴ C'est à dire, la réalité du monde et ce que les sens nous communiquent doivent mis en doute. La seule chose solide est la «conscience de soi»

d. La Raison techno-scientifique et la Raison économique : Tandis que la pensée rationnelle-scientifique permet une domination mentale sur la nature, le développement de la technique et de l'économie, en tant que traduction pratique du savoir scientifique, permet la domination physique de cette dernière. Comme la Raison, elle devient totalitaire : «quand la technique devient la forme universelle de la production matérielle, elle définit toute une culture, elle projette une totalité historique – un monde.» (ibid, pp.18) Nous partageons l'idée de Latouche (1995, pp.55) selon laquelle la technique est un résultat de la Rationalité qui se manifeste dans l'organisation politique, dans le fonctionnement de l'économie, dans l'articulation des moyens de produire. De plus, la Rationalité ferait une place centrale à l'efficacité. Obtenir dans tous les domaines le meilleur résultat par la plus faible dépense d'énergie nécessite une réponse technique. De l'autre côté, le développement des techniques administratives marque la structure moderne de l'organisation sociale. En poussant cette vision technique du social trop loin, nous pouvons parler de technocratie. Séries (1994, pp.15) la définit comme étant «la promotion abusive des problèmes techniques au premier rang des préoccupations des politiques, ou, le parti-pris de qualifier de techniques tous les problèmes dans l'espoir de leur préparer des solutions techniques.»

La Rationalité économique, cependant, cherche à travers une production au moindre coût (rendu possible par des solutions efficaces) ainsi que la vente au meilleur prix, la maximisation du bénéfice individuel. Selon Labbens (1992, pp.48), la Modernité économique «rejette toute rationalité substantive au profit de la pure rationalité formelle ; le *plus* supplante le *mieux* et l'économie financière se substitue à l'économie réelle.»

La Rationalité économique vient aussi remplacer les connaissances pratiques. Raffestin (1995, pp.44) note qu'avec l'arrivée des premières économistes, les physiocrates du 17^{ème} siècle, l'agriculture en tant que rapport à la nature n'intéresse plus et devient objet de calcul économique. La Pensée économique remplace la connaissance pratique entraînant une «perte d'information régulatrice importante.» Nous pouvons en conclure que la Rationalité économique se trouve en concurrence avec les nombreuses cultures traditionnelles qui expliquent le monde différemment et selon d'autres modes de penser. Le même auteur évoque le passage d'un «état de nature organique», où la connaissance pratique trouve sa cohérence dans l'habileté, à un «état de nature mécanique» dirigé par le jeu des calculs économiques. (ibid,

pp.45) «La nature n'est plus regardée de la même manière puisque, pour l'économie, elle est un «donné » à utiliser et à gérer non tant en fonction de ce qu'elle est, mais en fonction des désirs et les besoins que les hommes projettent sur elle.» (ibid, pp.46) Ce regard nouveau pousse les exploitants de la nature à la considérer comme une ressource disponible et illimitée.

2.1.2 Le progrès ; d'une vision idéaliste à une vision économique du progrès.

Nous avons vu qu'à l'aide de la Raison, le sujet pensant s'est constitué comme producteur unique de la connaissance. Ignorant sciemment la tradition et la transcendance, il questionne le présent et la marche en avant plutôt que le passé. L'idée du progrès que nous considérons comme une vision du monde et du temps tourné vers le futur s'inscrit donc dans l'avènement de la Raison.

a. Le regard vers le futur : Selon Rist (1996, pp.63), il faut situer le début du débat concernant la possibilité du progrès de la connaissance dans la période du 17^{ème} siècle. Ce débat est nourri par la querelle des Anciens et des Modernes. Tandis qu'antérieurement, tout le monde considérait que la sagesse se basait toujours sur le savoir des anciens, Descartes (cité par Rist, ibid) va proclamer que «c'est nous qui devons être appelés anciens. Le monde est plus vieux maintenant qu'autrefois et nous avons une plus grande expérience des choses.»

b. Le progrès idéal :⁵ Les encyclopédistes accumulent et classent le savoir pour minimiser l'emprise du doute. Ce travail est censé amener la civilisation à la perfection et le bonheur infinis parce que le monde est de plus en plus réalisé. Condorcet (1743-1793), le dernier encyclopédiste, était convaincu que le progrès de l'esprit humain amènerait une destruction de l'inégalité entre les nations et enfin un perfectionnement réel de l'homme. Leibnitz (1646-1716) décrit le progrès de la façon suivante: «il faut reconnaître un certain progrès perpétuel et absolument illimité de tout l'univers, de sorte qu'il marche toujours vers une plus grande civilisation. C'est ainsi qu'une grande partie de notre terre est cultivée et le sera de plus en plus.» (cité par Serres (1980), pp.98) Nous pouvons résumer par ces moments historiques un

tournant important qui suppose que le déclin du savoir est exclu et que l'homme tend vers un bien-être toujours plus grand ainsi que vers un perfectionnement absolu.

c. Le progrès matériel : Cependant, tandis que le progrès apparaît à première vue comme une croyance ou, simplement, une hypothèse sur la réalité, il est aussi devenu une réalité matérielle. Le perfectionnement des techniques, l'immense développement des forces productives depuis la révolution industrielle ainsi que l'accroissement de la maîtrise de la nature sont des signes extériorisés et matérialisés de la croyance que l'accumulation porte en elle la solution du monde. La technique et la production servent comme preuves physiques, quantifiables et observables, de la connaissance. Dans ce sens, Latouche (1995, pp.190) note à juste titre que «le progrès est au fondement de l'économie. L'économie en retour est nécessaire à l'établissement du progrès.»

De plus, l'économie moderne dépasse peu à peu l'idée du seul échange pour se diffuser dans la totalité sociale. Elle devient sens des relations sociales à travers une institutionnalisation de l'accumulation.

2.1.3 La croissance : La prépondérance de l'économie

a. la croissance économique : L'idée de la croissance est inséparable de l'idée du progrès. La conviction d'un progrès illimité des connaissances implique nécessairement un accroissement de ces dernières. Pourquoi donc le traiter de façon distincte? En fait, il nous semble que l'idée du progrès s'est de plus en plus déplacée d'une vision idéaliste où l'homme et la civilisation tendent à la perfection par l'accumulation du savoir pur (encyclopédiste) à une vision technique et économique qui veut voir matériellement l'accumulation et qui est attiré par l'aspect tangible du progrès dans le monde réel. «La croyance, note Rist (1996, pp.78), a besoin de signes que chacun peut voir ; les miracles économiques et les prodiges de la technique remplissent parfaitement leur rôle.» Peu à peu et surtout à partir de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, le progrès s'ancre dans la croissance économique et «absorbe la totalité de l'espace social. En réduisant la vie à la quantité de PNB, la vieille opposition progrès matériel/progrès moral disparaît. Le bien-être et le bien-

⁵ Progrès idéal entendu ici comme le Progrès de la Connaissance pure.

avoir sont devenus identiques.» (ibid, pp.193) Baudrillard (1970, pp. 45) parle de la mystique du PNB : «Rien n'entre dans les comptabilités nationales que les facteurs visibles et mesurables selon les critères de la Rationalité économique.» Une telle vision exclut selon lui un tas d'éléments comme la culture et met sur pied d'égalité les nuisances et leurs palliatifs avec la production de biens objectivement utiles.

Le passage d'une vision idéaliste (l'homme parfait, la civilisation parfaite) à une vision économique du progrès, exprimée par la croissance économique et mesurée à travers le produit national brut (PNB) peut être illustré à travers le point IV du «Discours sur l'Etat de la Nation »⁶ que Truman, président des Etats-Unis, va tenir le 20 janvier 1949: «il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens de ce monde vivent dans des conditions voisines de la misère. Leur nourriture est insuffisante. Ils sont victimes de maladies. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions plus prospères. Pour la première fois dans l'histoire, l'humanité détient les connaissances techniques et pratiques susceptibles de soulager la souffrance de ces gens.[...] En collaboration avec d'autres nations, nous devrions encourager l'investissement de capitaux dans les régions où le développement fait défaut.»

b. Le renfort théorique à la croissance : Il convient de noter que les premières théories économiques classiques ont fourni des arguments théoriques puissants pour considérer la croissance économique comme un impératif matériel incontournable.⁷ La croissance est un mécanisme qui permet de cerner la problématique du progrès de manière rationnelle et mathématique. Il en découle une série de principes/préjugés qui déterminent ce mécanisme et les comportements humains : les besoins infinis, la consommation et la liberté.

c. Les besoins infinis : Les auteurs Verburg et Viegel (1997, pp.49) considèrent que la perspective économique tend à expliquer la croissance économique par une

⁶ Traduction reprise de Rist (1996, pp.118), établie sur la base des *Public Papers of the President*.(January 20), pp.114-115.

⁷ Par exemple : Malthus, Ricardo ainsi que Mill, exigent que le taux d'accroissement du capital soit plus élevé que celui de la population, condition menacée par la loi des rendements décroissant dans l'agriculture. (Palloix ,1973, pp.67)

caractéristique de la nature humaine : la poussée vers l'amélioration de ses propres conditions. «Humans seem to be driven by an impulse toward improvement and growth.» L'homme désire une plus grande quantité de choses qu'il s'est habitué à consommer et aussi une meilleure qualité. L'homme est donc considéré avoir des besoins/désirs infinis. Dans une perspective néoclassique, les seules limitations à la satisfaction des besoins se trouvent au niveau des restrictions artificielles imposées par les êtres humains au marché libre. Selon les marxistes, par contre, les limitations se trouveraient au niveau des relations sociales de production. (Gowdy, 1994, pp.40) Nous pouvons affirmer que la préoccupation moderne de la croissance économique voit dans l'expansion continue des besoins un moteur pour l'activité économique.

d. La liberté : De l'autre côté, Verburg et Viegel (ibid, pp.257) soulignent que l'orientation moderne est fortement dominé par le concept moderne de liberté. L'homme moderne, libéré de l'ordre naturel des choses, bénéficie de l'opportunité de faire ses propres choix et de poursuivre la satisfaction de ses propres désirs. «Constantly pushing back the bounds of needs and enabling human beings to pursue personal growth and self-realization through the fulfillment of their individual needs, economic growth enlarges human freedom by extending freedom of choice to all.» Ils concluent que la croissance économique est étroitement liée à l'idée de la liberté. Cette liberté trouve sa justification morale dans l'hypothèse que la poursuite illimitée des individus libres amène à une prospérité économique des individus ainsi que de la société. La liberté devient donc une des causes et effets de la croissance économique. Il convient d'ajouter qu'au même titre que la liberté, tous les grands thèmes de l'émancipation moderne (la démocratie, le pluralisme, l'égalité, etc.) sont interprétés dans un sens qui sert l'idée d'une croissance économique illimitée.

c. La consommation : L'homme libre et ayant des besoins infinis devient l'homme consommateur, un élément comportemental primordial aux théories de croissance. Baudrillard (1970, pp.27) considère que la mentalité consummatrice se base sur la croyance en la toute-puissance des signes. «L'opulence, dit-il, n'est en effet que l'accumulation des signes du bonheur. Les satisfactions que confèrent les objets eux-mêmes sont l'équivalent des avions simulacres.» La recherche d'un bonheur toujours plus grand à travers des signes ainsi que le décalage entre ce qu'on possède et ce que l'innovation technique propose comme «mieux» fait que la

consommation est soumise à une dynamique qui tend vers l'accroissement. «It is a basic fact of modern consumer behaviour that the gap between wanting and getting never actually closes.» (Campbell (1987), pp.38)

2.1.4 L'universalisme

a. La Raison universelle : Nous avons vu comment le caractère englobant et totalitaire de la Raison fait que la totalité de la réalité et la condition humaine veut être expliquée rationnellement. La Raison contient forcément prétention à l'universalité puisque tout lui est réductible. La Raison se trouve à la base de la science et par elle maîtrise le monde et lui impose sa domination de fait grâce à la technique.

b. Le progrès et la croissance universelle : Les idées du progrès et de la croissance sont rendus matériellement universalisantes par la révolution industrielle et technologique. Selon Partant (1984, pp.812), la machine est devenue le moteur de la civilisation. «La révolution industrielle, non seulement donnait aux Occidentaux le moyen de réaliser ces progrès cumulatifs dans les domaines qu'ils privilégiaient, mais les encourageait à penser qu'ils constituaient l'avant-garde de l'humanité en marche vers un terme idéal, que leur anthropocentrisme leur fait imaginer comme étant l'exercice d'une complète domination de l'homme sur l'univers.»

c. La Démocratie comme valeur universelle : La grande institution de la Modernité, à savoir l'Etat-Nation, devient promoteur du progrès et de la croissance et leur assure le cadre légal. Lui-même basée sur la conception de l'égalité entre les citoyens, il fait naître l'idée de démocratie comme valeur universellement applicable. En effet, «l'universalisation de l'économie de marché depuis la fin de la guerre froide s'accompagne d'une universalisation du modèle occidental de démocratie représentative.» (Sandretto (1992), pp.19)

d. Une histoire universelle : La conviction d'une histoire naturelle et universelle de l'humanité ainsi que l'idée que le développement des sociétés correspond à un principe naturel s'incarne dans la théorie de l'évolutionnisme social. Herbert Spencer

(1820-1903), influencé par la description darwinienne de l'évolution du monde naturel, cherche à appliquer aux sociétés humaines la loi générale de l'évolution. Toute société passerait d'un stade primitif, caractérisé par l'homogénéité et la simplicité vers un stade plus avancé et différencié à l'image de la société industrielle. (Cot et Mounier (1974), pp.97)

L'idée d'un évolutionnisme universellement applicable sert à légitimer l'aventure coloniale des puissances européennes, considérée comme une entreprise qui fait avancer les pays retardés sur le plan de la civilisation. Dans l'article 22 du pacte de la SDN (28 juin 1919) les phrases suivantes apparaissent : «...des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne.[...]. Le bien-être et le développement de ces peuples forme une mission sacrée de civilisation [...]. La meilleure méthode de réaliser ce principe est de confier la tutelle de ces peuples aux nations développées...»

Selon Rist (1996, pp.118), c'est le discours de Truman, que nous venons de mentionner, qui va véritablement inaugurer «l'Ere du développement». En fait, cette nouvelle époque contient la même prétention à l'universalité que le colonialisme. Néanmoins, il nous semble que le colonialisme est encore marqué par un universalisme déterministe, qui attribue une loi naturelle et universelle à l'évolution des sociétés humaines. Par contre, le discours de Truman et toute l'aventure du développement depuis cette époque sont fortement volontaristes et s'expriment par une attitude interventionniste. Il ne suffit plus d'attendre une évolution naturelle des choses. Pour que le développement universel à travers le progrès et la croissance soit possible, une planification et intervention active des pays industrialisés sont nécessaires.

2.2 Exposition de la théorie de modernisation de Rostow

Dans la tradition des théories de modernisation qui sont nées à partir des années 50, la contribution économique la mieux connue est celle de Walt Rostow (1960). Elle constitue l'application de la théorie économique néoclassique aux problèmes de développement. Pour illustrer la mise en théorie de la conception classique de développement nous allons exposer cette théorie de croissance brièvement et

l'analyser à la lumière des différents éléments constitutifs de cette idéologie tels que nous les avons énoncés.

2.2.1 Exposition des étapes de croissance

Dans son ouvrage qui s'intitule *Les Etapes de la Croissance Economique*, Rostow construit une doctrine de 5 étapes évolutives à travers lesquels toutes les sociétés vont devoir inévitablement passer. Cette «vue générale du cours de l'histoire moderne» est destinée à illustrer «les caractéristiques uniformes de la modernisation des sociétés.» (ibid, pp.9)

Le développement passe à travers les étapes suivantes :

1. La société traditionnelle
2. Les conditions préalables du démarrage
3. Le démarrage
4. La marche vers la maturité
5. L'ère de consommation de masse

1^{ère} étape : La société traditionnelle : La société traditionnelle est déterminée par des fonctions de production limitées. «Le rendement potentiel par individu ne pouvait pas dépasser un niveau maximum, parce que la société traditionnelle ne disposait pas des vastes possibilités qu'offrent la science et la technologie moderne.» (ibid, pp.14) Il y avait une ignorance de la science et de ses applications et ses modes de penser. Rostow considère l'échelle des valeurs de ces sociétés comme un «fatalisme à long terme», signifiant que la gamme des possibilités offertes aux générations futures reste stable.

2^{ème} étape : Les conditions préalables du démarrage : Pendant la deuxième étape, celle des sociétés en transition, la majorité des caractéristiques de la société traditionnelle est remplacée et les conditions préalables à un démarrage économique sont créées : La production agricole augmente, l'infrastructure gagne en efficacité et la société développe une nouvelle mentalité et une nouvelle classe d'entrepreneurs. Pendant cette étape, les derniers obstacles pour un développement économique

disparaissent : les investissements doublent et un processus d'industrialisation a lieu. Les conquêtes de la science moderne amènent dans l'industrie et l'agriculture de nouvelles formes de production. «On voit se répandre l'idée que le progrès économique est non seulement possible, mais aussi qu'il est l'une des conditions nécessaires à la réalisation d'autres objectifs que l'on juge favorables : la dignité nationale, les profits privés, l'intérêt général, des meilleures conditions de vie pour les générations à venir.» (ibid, pp.17) Il y a dans cette période l'apparition de ce que Rostow appelle «de nouveaux types d'hommes animés de l'esprit d'entreprise »(ibidem). Ces conditions préalables au démarrage sont le résultat non pas seulement de causes internes mais une conséquence de la «pression exercée de l'extérieur par des sociétés plus développées.» (ibidem)

L'avènement d'un Etat national centralisé et efficace, qui s'oppose aux traditionalismes régionaux ou pouvoirs coloniaux, joue un rôle déterminant pendant cette période.

3^{ème} étape : Le démarrage (take off) : «Le démarrage est la période pendant laquelle la société finit par renverser les obstacles et les barrages qui s'opposaient à sa croissance régulière. Les facteurs de progrès économique, [...], élargissent leur action et en viennent à dominer la société. La croissance devient fonction normale de l'économie.» (ibid, pp.19) Pendant cette période de démarrage, le taux d'investissement et d'épargne réel peut passer de 5% du revenu national à 10% ou plus. Il y a développement de nouvelles industries qui réinvestissent des proportions toujours plus importantes des bénéfices et qui ont besoin d'une main-d'œuvre toujours plus nombreuse. L'agriculture est particulièrement touchée par de nouvelles techniques, ce qui modifie radicalement sa production. Elle devient objet d'une commercialisation croissante et le mode de vie des exploitants se transforme. En l'espace d'une ou deux décennies il y a transformation fondamentale de la structure de l'économie et de la structure sociale et politique de la société.

4^{ème} étape : La marche vers la maturité : «Le démarrage est suivi d'une longue période de progrès soutenu, à mesure que l'économie s'efforce d'appliquer la technologie moderne à chacun de ses secteurs.» (ibid, pp.22). La production conserve une avance constante sur l'accroissement de la population. «La société s'adapte comme elle l'entend aux besoins de la production à haut rendement de

l'époque contemporaine ; à cette fin, elle renonce aux valeurs et aux institutions anciennes en faveur de valeurs et d'institutions nouvelles.» (ibidem) Après environ 60 ans l'économie atteint sa maturité. Elle va appliquer efficacement à tous les secteurs les découvertes technologiques de pointe de l'époque.

5^{ème} étape : L'Ere de la consommation de masse : Dans cette période, la production de biens de consommation durables et les services deviennent progressivement les principaux secteurs de l'économie. Le revenu réel par habitant s'accroît à un niveau tel que de plus en plus de personnes disposent régulièrement de biens et services dépassant les besoins fondamentaux (aliments, logements et vêtements). Il y a une augmentation du nombre des gens qui s'intéressent aux biens de consommation : la population urbaine, les employés de bureau et des ouvriers qualifiés. Et, «c'est dans une société qui franchit l'étape de la maturité technique qu'apparaît l'Etat-Providence», résultat d'une affectation plus grande de leurs ressources à la prévoyance et à la sécurité sociale.

2.2.2 Les éléments constitutifs du développement dans la thèse de Rostow

Par rapport à la société traditionnelle, Rostow parle d'une ignorance généralisée vis-à-vis de la science et de la technique ainsi que de ses modes de penser. On se trouve donc clairement dans un type de société prérationnaliste, c'est-à-dire avant l'avènement du sujet rationnel comme source unique de la connaissance. Il s'agit d'une époque où l'homme n'était encore qu'un élément parmi d'autres, inséré dans les cycles naturels. Ce que Rostow appelait un fatalisme à long terme peut être interprété comme un état de survie précaire dans lequel les gens n'étaient pas encore empreints de l'idée du progrès parce qu'ils ne disposaient pas des instruments rationnels le permettant.

Rostow considère l'avènement «d'un nouveau type d'homme animé de l'esprit d'entreprise» comme une condition nécessaire au démarrage économique. L'idée d'un progrès de la connaissance, elle-même inscrite dans l'avènement du sujet rationnel, s'insère graduellement dans la mentalité des gens et trouve sa traduction pratique dans la science, la technique et l'économie. La condition humaine n'est plus regardée comme fatalité, mais devient objet d'une manipulation active par le sujet.

Quant à l'économie, il y a une recherche de l'efficacité à travers des réponses techniques ainsi qu'une recherche de la maximisation des gains à travers une commercialisation accrue des biens produits.

C'est pendant l'étape du démarrage que les derniers obstacles matériels et mentaux à un progrès économique seront balayés, amenant un changement radical des structures économiques et sociales. Comme on l'a constaté, le progrès s'ancre de plus en plus et de façon quasi exclusive dans la réalité économique et trouve son expression dans la croissance économique exprimée en des unités mesurables. Les besoins de l'homme vont s'adapter peu à peu «aux besoins de la production à haut rendement». L'expansion continue des besoins matériels exprimée par un accroissement de la consommation va servir de moteur pour l'activité économique, rendu possible par des revenus excédentaires aux besoins existentiels.

Rostow a construit son schéma à travers une analyse des pays déjà industrialisés à l'époque, tels que la majorité des pays de l'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Japon. Il est logiquement amené à identifier telle période de tel pays en voie de développement à telle autre période de l'Angleterre ou la France : L'Inde des années 1950 serait ainsi à la même étape que l'Angleterre de 1820. Il n'y a donc ni une contextualisation culturelle et géographique ni une lecture dynamique des différentes entités comparées. L'auteur prévoit une évolution linéaire de tous les pays économiquement retardés vers un modèle universalisable à l'image des pays industrialisés. «Le sous-développement, écrit Rostow (1967, pp.50), est une étape naturelle, nécessaire et antérieure de la croissance économique.» Même les pays très développés d'aujourd'hui auraient connu des situations analogues à celles des pays sous-développés ; eux aussi auraient eu à faire face à la misère rurale et urbaine, à l'analphabétisme et ainsi de suite.

2.3 Conclusion et brève perspective des critiques du développement

Nous avons maintenant défini les éléments fondamentaux qui sous-tendent la très grande majorité des représentations, concepts et théories classiques du

développement. Ces éléments vont être les points de repères de la discussion qui va suivre dans la deuxième partie de notre travail. Néanmoins, nous sommes conscients que les éléments retenus ne sont de loin pas exhaustifs et que d'autres pourraient fournir des bases pour une réflexion sur le sujet abordé dans ce travail.

Les critiques : Il convient de souligner que pendant les décennies suivant la deuxième guerre mondiale le débat autour du développement (ou bien du sous-développement) centré à priori sur l'économie a connu des approches et critiques diverses. A côté d'un discours dominant et libéral, qui pour nous représente la conception classique du développement et qui a façonné la majorité des approches théoriques ainsi que des politiques internationales et nationales de développement, il y a eu des résistances et critiques multiples, qui ont donné naissance à une multitude d'approches alternatives et de critiques par rapport au développement.

a. L'approche structuraliste : A côté de l'approche libérale qui se base sur l'économie politique classique se développe dans les années 50 et dans les milieux économiques de tendance populiste, nationaliste ou socialisante l'approche dite «structuraliste». Ses adhérents se prononcent particulièrement contre la détérioration des termes de l'échange entre les pays riches et les pays dite «sous-développés» (i.e. Prebisch et Singer). Cette critique se radicalise en un pessimisme systématique qui considère que les rapports inégaux entre «Centre»(pays dominants du Nord) et «Périphérie »(Tiers-Monde) empêchent tout développement autocentré (c'est-à-dire fondé sur les ressources et demandes internes). (i.e. Amin, Cardoso, Myrdal) Ces auteurs peuvent être regroupés sous le terme de «l'Ecole de la Dépendance».

b. L'approche néo-marxiste (i.e. Baran et Sweezy), qui considère que le capitalisme a besoin de s'étendre à un marché mondial, a repris des écrits de Lénine⁸ le concept d'*impérialisme*. Elle a donné naissance à une réflexion sur les moyens d'une rupture avec le capitalisme central, condition selon eux indispensable au développement. Dans cette même ligne d'approche, Sachs (1990, pp.5) considère par exemple que la conservation de la dépendance des pays décolonisés ne se fait plus à travers la possession des territoires mais à travers l'ouverture à la pénétration

⁸ (1951[1917])L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Editions en langues étrangères, Moscou.

économique «tout en installant un nouveau type d'hégémonie mondiale, c'est-à-dire un impérialisme économique anticolonial.»

Néanmoins, nous croyons que même dans ces approches alternatives au modèle classique de développement, nous pouvons repérer la totalité des éléments que nous considérons constitutifs du développement ; le développement est partout conçu comme l'épanouissement de la Rationalité. «Cette Rationalité expulsait hors d'elle-même tout ce qu'elle ne pouvait pas intégrer et qui devenait l'irrationnel, à commencer par la complexité de l'être vivant.» (Morin (1994), pp.440) Dans les deux cas, le développement en tant que tel ne comporte pas d'incertitude, et les solutions avancées prétendent donner des réponses exhaustives aux problèmes soulevés. Il faut juste, pour les modèles classiques, que «le développement s'opère dans des conditions libérales/démocratiques (non totalitaires)», et pour les approches alternatives, que «le développement s'opère en brisant l'exploitation et le pouvoir capitaliste, c'est-à-dire de façon socialiste.»

c. Critiques du concept même : A part ces deux approches alternatives, on retrouve de nombreuses critiques plus globales vis-à-vis de l'entreprise de développement. Certains auteurs critiquent le credo néopositiviste ⁹ des théories économiques. Teulon (1992, p.156) par exemple, considère que «le développement est un phénomène complexe, dont on sait peu de choses. L'analyse économique ne dit pas pourquoi une société change et à quels facteurs elle doit ce processus. Les analyses économiques sont partielles, les hypothèses retenues fragiles, les facteurs du développement variés et variables dans le temps.» Pour Boudon (1982, pp.172), «il paraît incontestable que les théories du développement qui sont apparues suite à la seconde guerre mondiale sont des manteaux d'arlequin...Elles constituent souvent des généralisations hâtives construites à partir de processus particuliers observés dans des contextes datés et situés.» Selon Vernières (1991, pp.48), il faut intégrer dans l'analyse d'autres éléments de type culturel. D'autres considèrent qu'à chaque culture doit correspondre un style de développement particulier (Desjeux, Sanchez-Arnau, 1994, p.188). Des auteurs comme Rist et Latouche, profondément anti-développementalistes, critiquent la dimension intrinsèquement déculturante du

⁹ C'est à dire, la confiance en la capacité d'élaborer des lois claires et économétriquement testables.

développement. «Les Etats du Tiers Monde restent tous plus ou moins des sociétés indigènes déculturées sous administration occidentalisée.» (Latouche (1984), pp.729) Enfin, la critique écologique, qui nous intéresse particulièrement dans la suite de ce travail et qui se trouve à l'origine du concept de développement durable.

3. Le concept du développement durable

Dans ce chapitre nous allons voir dans un premier temps comment une préoccupation environnementale s'est peu à peu créée et comment les questions environnementales sont devenues sujettes d'un débat politique et économique de plus en plus vif.

Dans un deuxième temps, nous allons faire connaissance avec le concept de développement durable ainsi que ses différentes trends de durabilité

3.1 Introduction : Arrivée de la préoccupation environnementale

L'environnement physique et biologique a longtemps été une arène pour manipuler et exploiter les matières primaires en vue d'une croissance économique. Les considérations pour l'environnement avaient surtout à voir avec la recherche d'une meilleure utilisation des ressources naturelles pour améliorer la condition humaine. Des facteurs sociaux, politiques, culturels et personnels plutôt qu'environnementaux ont été invoqués pour expliquer les freins au développement.

a. Une nouvelle conscience écologique : Vers la fin des années 60 des contraintes environnementales possibles à la croissance économique et à la qualité de vie sont devenues problématiques. Ce sont des cas spécifiques de pollution et de dégradation environnementale qui ont hâté cette prise de conscience.¹⁰ «L'alerte écologique témoigne d'un véritable saut qualitatif du moins au niveau de la prise de conscience.» (Morin(1994), pp.391) La naissance d'une conscience écologique

¹⁰ De plus, la première crise pétrolière en 1972 a engendré une prise de conscience de la dépendance de ressources non-renouvelables.

s'explique par une réalisation des «rapports étroits entre les désordres écologiques et ceux de nos sociétés qui, naïvement, croyaient avoir définitivement maîtrisé la nature. (Deléage (1986), pp.16)

b. Le monde comme écosystème¹¹ : Selon Morin (1994, p.393), la prise de conscience écologique signifie «la conscience que l'environnement est un écosystème, c'est-à-dire une totalité vivante auto-organisée d'elle-même, ainsi que la conscience de la dépendance de notre indépendance, c'est-à-dire de la relation fondamentale de l'homme avec l'écosystème.»

Nous pouvons dire qu'il y a, au sein d'un nombre croissant de groupes, naissance d'une attitude holiste qui cherche à apprécier les phénomènes non plus de façon analytique, réductrice¹², mais en l'appréciant dans sa totalité et par rapport à son environnement.

c. Le surgissement de la complexité et l'incertitude : Du coup, le développement est lié à des facteurs non seulement technologiques, et économiques, mais aussi écosystémiques. Nous pensons que la prise de conscience écologique mène à la conscience d'une complexité infinie du monde et des conséquences de nos actions. «C'est que l'être vivant, et a fortiori l'homme, est un système ouvert» qui «ne vit que parce qu'il est alimenté par l'extérieur.» Et, «plus un système est évolué, c'est-à-dire complexe et riche, plus il est ouvert.» (ibid, pp.392)

La prise de conscience des conséquences complexes que les actions humaines ont sur l'environnement fait naître le sentiment d'un manque de contrôle sur ce dernier ainsi que d'un sentiment d'incertitude face à l'avenir.

d. Des débats faisant preuve d'une prise de conscience progressive: Nous allons retenir trois moments importants qui précèdent le débat actuel sur le développement durable et qui ont contribué à une prise de conscience plus globale des contraintes environnementales. Le rapport du Club de Rome, la conférence de Stockholm et l'idée d'un écodéveloppement.

¹¹ L'écologie en tant que science naturelle est arrivée à cette notion qui englobe l'environnement physique (biotopie) et l'ensemble des espèces vivantes (biocénose) dans un espace.

¹² À l'image de la méthode exposée par Descartes.

La publication du premier rapport du *Club de Rome*¹³, intitulé *Halte à la Croissance* et dirigé par Meadows (1972), a pour la première fois permis aux questions environnementales d'attirer une attention globale. Meadows se demandait si une compatibilité pouvait être atteinte entre la préservation de l'écosystème planétaire et le développement de la technologie et son contrôle. Il parvient à la conclusion selon laquelle l'écosystème mondial est défini par une croissance exponentielle de la population et des investissements, aboutissant à un effondrement global si les tendances ne changeaient pas. Selon lui, il existe au sein de l'écosystème une limite à la croissance économique et démographique. Cette croissance doit être transformée en un équilibre global. La croissance économique indéterminée serait impossible du fait de l'augmentation parallèle de la pollution et de la quantité limitée de ressources non-renouvelables.

En 1972 également avait lieu à Stockholm la *Conférence des Nations Unies sur l'Environnement* (CNUEN) sous direction de Maurice Strong. Elle avait pour but de trouver un compromis entre les préoccupations environnementales et une continuation du développement. Un plan d'action était proposé dans laquelle la priorité était accordée à un modèle de développement respectueux de l'environnement et de la gestion efficace des ressources naturelles. La nécessité de préserver la capacité de la terre de produire des ressources renouvelables était soulignée. Néanmoins, la croissance économique rapide des pays en développement serait nécessaire mais ne devrait pas se faire aux dépens de l'environnement. Il était souligné qu'il fallait trouver des stratégies de développement qui permettraient d'harmoniser les objectifs sociaux avec la prudence écologique et de trouver des solutions économiquement viables à ce problème. En même temps, on considérait qu'il y a un lien étroit entre l'environnement et la pauvreté, présentée comme un facteur de dégradation du milieu naturel et d'utilisation irrationnelle des ressources. (Sachs (1994), pp.258-265)

L'introduction au concept *d'écodéveloppement* par Ignacy Sachs (1980) constitue un autre moment important dans le processus de la sensibilisation aux questions environnementales. Sachs propose des stratégies pour soumettre les décisions

¹³ Groupe créé en avril 1968 sous l'impulsion de Aurelio Peccei, qui rassemble des universitaires, des hommes d'affaires et des chercheurs, préoccupés par les problèmes de l'avenir de l'humanité, passant commande à des

économiques aux urgentes contraintes de la conservation environnementale. Le concept d'écodéveloppement était conçu comme une nouvelle approche au développement, car centrée sur la satisfaction des besoins fondamentaux et donnant une priorité au développement au niveau local. Les exigences de l'écodéveloppement demanderaient des changements radicaux des politiques nationales et internationales de développement et une restructuration des rapports économiques Nord-Sud. De plus, dans une perspective de long terme, un changement du modèle de développement des pays industrialisés ainsi qu'un profond changement des modes de vie du Nord serait la condition nécessaire d'un développement égalitaire globalisé et de la préservation de l'environnement. Selon Godard (1994, pp.310) ces idées ont trouvé une grande concrétisation au niveau local dans des projets concrets s'appuyant sur les initiatives de groupes de populations locaux ou d'organisations non-gouvernementales. Cependant, ce n'est pas le concept d'écodéveloppement qui va peu à peu gagner du terrain dans les milieux internationaux mais plutôt celui de durabilité. Selon Ignacy Sachs (1994), la PNUE¹⁴ a bientôt cessé de se référer à l'écodéveloppement suite à la pression américaine. Ceci à cause du contenu apparemment «trop radical» qui a été donné à ce terme par ses promoteurs.

3.2 Un nouveau concept prend naissance : Le développement durable

Le concept est composé de deux termes ; le développement et la durabilité. Il implique qu'il ne s'agit nullement d'abandonner le développement comme l'exigent beaucoup d'écologistes fondamentalistes. Par contre, il faut que le développement puisse durer dans le temps et ne soit pas limité par des facteurs divers qui peuvent l'empêcher.

Le concept de développement durable constitue une formule qui a surgi graduellement entre 1970 et 1987. En fait, le concept de durabilité reçoit pour la première fois une grande attention avec la publication du rapport «World

organismes de recherche d'études et de « rapports » ayant trait au devenir économique et écologique du monde.

¹⁴ Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Ce programme a été créé suite à la Conférence de Stockholm en 1972 (CNUE).

Conservation Strategy» (IUCN, 1980) où la stratégie de conservation exposée est explicitement liée à l'utilisation durable des ressources ainsi que la maintenance de la diversité génétique. Mais c'est surtout le rapport Brundtland (CMED, 1987) qui va créer une acceptation quasi générale du concept de développement durable et qui va faire qu'on le retrouve à l'heure actuelle dans la rhétorique collective de quasiment toutes les institutions privées et publiques, nationales et internationales.

Néanmoins, nous pouvons nous demander dans quelle mesure ce terme exprime des traditions intellectuelles convergentes plutôt que divergentes. Redclift (1987, pp.4) considère que «the constant reference to sustainability as a desirable objective has served to obscure the contradictions that development implies for the environment.» Vaillancourt (1995, pp.25) critique le fait que «le concept de développement durable est surtout une catégorie complexe et passablement floue, qui sert en partie comme une idéologie, et en partie comme un concept opérationnalisable, mais de façon peu rigoureuse, pour une grande variété d'acteurs représentant des intérêts divergents et difficilement réconciliables.»

3.3 Les différentes «trends» de la durabilité

A notre avis, les divergences au sein du concept du développement durable se ressentent autour du concept de durabilité. En effet, il existe des interprétations, des «trends» différents de ce qu'est la durabilité. Selon le type de durabilité, les exigences et conséquences possibles d'un développement durable peuvent changer fortement. En conséquence, à chacun de ces trends devrait correspondre une réponse différenciée à notre question sur la rupture et la continuité de nos concepts.

Nous allons procéder à créer trois types-idéaux¹⁵ qui font chacun référence à un degré différent de durabilité : D'abord, la durabilité que nous considérons *faible* et qui sera présenté à partir des écrits de l'économiste classique, Robert Solow. Deuxièmement, la *durabilité moyenne* que nous construisons à partir du rapport Brundtland ainsi que les documents émanant de la Conférence de Rio (UNCED).

¹⁵ Selon Max Weber (1995, pp.35) comprendre signifie, entre autre, «saisir par interprétation le sens ou l'ensemble significatif visé à construire scientifiquement pour dégager les types purs d'un phénomène (idéaux-types) se manifestant avec une certaine fréquence. »

Enfin la *durabilité forte*, présenté à travers un représentant de l'économie écologique, Hermann Daly.

3.3.1 La durabilité faible

Nous allons illustrer ce que nous entendons par la «durabilité faible» par les considérations avancées par l'un de ses pionniers, l'économiste américain Robert Solow, prix Nobel 1987. Ce type de durabilité se trouve le plus proche des conceptions économiques classiques de la croissance.

Premièrement, son argument se base sur une critique de la mesure conventionnelle du Produit National Brut (PNB). Tandis que cette mesure sert assez bien à l'étude des fluctuations de l'emploi ou à l'analyse de la demande des biens et services, elle ne dit rien sur la dépréciation du capital fixe. Une correction de cette lacune se fait dans le calcul à travers le Produit National Net (PNN). Solow argumente que le même principe devrait s'appliquer au stock des ressources non-renouvelables ainsi qu'aux atouts environnementaux tels que l'air et l'eau propre. Pour que la durabilité devienne plus qu'un slogan ou l'expression d'une émotion, la société doit trouver des outils pragmatiques pour préserver la capacité productive pour la future indéfinie.

a. La substitution parfaite : A la base de toute sa théorie, Solow présente l'hypothèse de la substitution parfaite entre le capital naturel et le capital artificiel. Solow (1993, pp.164) présume qu'il sera toujours possible «to substitute greater inputs of labor, reproducible capital, and renewable resources for smaller direct inputs of the fixed resource.» L'économie doit utiliser tout son travail et capital ainsi qu'épuiser une partie de son stock de ressources pour sa production annuelle. Une partie de cette production sera consommée tandis que le reste sera investi dans du capital reproductible pour la production future. Chaque année, il s'agit de décider combien sera économisé et combien investi ainsi que combien du stock restant de ressources naturelles non-renouvelables sera utilisé. Selon Solow, chaque année les consommateurs font en quelque sorte un marché avec la postérité : «They have used up some of the stock of irreplaceable resources ; in exchange they have saved and invested, so that posterity will inherit a larger stock of reproducible capital.» (ibidem) La préservation d'une voie durable consiste pour l'économie en la capacité

de remplacer tout le stock de capital artificiel ou naturel utilisé. Néanmoins, Solow reconnaît qu'il y a quelques ressources naturelles rares qui doivent être préservées en l'état, par exemple certains parcs naturels. Par contre, selon lui la majorité des ressources sont plutôt désirables pour l'usage qui en est fait que pour ce qu'elles sont. «It is their capacity to provide usable goods and services that we value.» (ibid, p.168)

b. Le rapport intergénérationnel s'exprime donc chez Solow comme une sorte de «marché intergénérationnel». Celui-ci peut être plus ou moins bien géré, mais il présume qu'il peut se faire de façon optimale et équitable à condition qu'il n'y ait ni gaspillage ni manque d'efficacité de la production. Chaque génération a le droit de se favoriser un peu par rapport à la suivante et chaque génération peut faire un certain taux d'escompte par rapport à toutes les générations suivantes. Néanmoins, pour assurer une certaine conservation des ressources naturelles, le taux d'escompte ne devrait pas être trop grand. Solow (ibid, pp.165) justifie ce propos comme suit: «We can think of intergenerational discounting as a concession to human weakness or as a technical assumption of convenience (which it is).» Il suppose que l'économie fait ses décisions sur les investissements et la réduction des ressources disponibles de façon à ce que ce comportement génère la plus large somme de satisfactions pour toutes les générations à venir. Les limites à ce processus d'optimisation sont imposées par le stock préexistant des ressources, le stock initial de capital reproductible, la taille de la main-d'œuvre et la technologie de production.

c. Le bien-être économique durable : Solow critique le manque général d'analyses qui démontrent des voies durables qu'une économie industrielle peut suivre. Une voie durable pour une économie nationale consiste à permettre aux générations futures de maintenir un niveau de vie au moins égal à celui de ses prédécesseurs. Il définit la durabilité comme la conservation d'une capacité généralisée à produire du bien-être économique, de maintenir le même niveau de vie, ainsi que la capacité de transmettre ce dernier aux générations futures. Il s'agit «not to consume humanity's capital.» (ibid, p.168)

d. Le PNN corrigé : La solution que Solow avance au problème intergénérationnel d'allocation de ressources constitue une contribution approximative de chaque

période au bien-être social de toutes générations. En fait, il s'agit d'une version corrigée du PNN dans laquelle la réduction nette des ressources non-renouvelables est déduite. La même idée de correction du PNN doit s'appliquer par rapport à l'environnement. Il s'agit de traiter la qualité de l'environnement comme un stock, une réserve, un capital. Ce type de capital est déprécié par l'addition de polluants et soumis à des activités engendrant sa réduction. Donc, un même cadre intellectuel devrait inclure le capital reproductible, les ressources renouvelables et non-renouvelables ainsi que le capital environnemental. «It would be a real achievement if it were to become a commonplace that capital assets, natural assets, and environmental assets were equally «real» and subject to the same scale of values, indeed the same bookkeeping conventions.» (ibid, pp.167) On arrive donc à une théorie économique du capital qui permet de mesurer un Produit National Net corrigé par inclusion des facteurs mentionnés ci-dessus dans le calcul.

Le Produit National Net doit mesurer le niveau maximal de satisfaction des consommateurs qui peut être maintenue sur une durée indéterminée. Le problème est de savoir comment le PNN actuel peut refléter ce qui va se passer dans le futur. Chaque année le PNN se compose de la consommation et des investissements publics et privés. Si l'économie ou ses participants sont tournés vers l'avenir, les prix des biens investis vont aussi refléter l'évaluation de sa productivité future du marché. Il est impossible de faire un calcul exact sur ce point. Solow propose donc de tenter d'établir des prix ajustés (shadow prices) qui servent d'approximation aux prix théoriques corrects. Si le calcul se fait de façon correcte, le PNN actuel doit toujours refléter le gain que la société tire de son stock total de capital (tangibles et non-tangibles). « Investment and depletion decisions determine the real wealth of the economy, and each instant's NNP appears as the return to society on the wealth it has accumulated in all forms. »(ibid, pp.169)

e. L'investissement : Solow considère qu'une préoccupation pour la durabilité implique le recours à l'investissement, c'est-à-dire, faire suffisamment d'investissements pour permettre au stock total de capital de rester constant. A l'inverse, la non-durabilité apparaît lorsque la rente retirée de l'exploitation ou de la consommation des ressources n'est pas réinvestie, d'autant plus que ces ressources sont non-renouvelables.

f. L'éthique de la durabilité implique selon Solow de remplacer les ressources épuisées ainsi que la perte de la qualité environnementale par «d'autres choses de valeur approximativement égale.» (ibid, pp.165)

g. Une solution universelle : Solow est convaincu que sa proposition peut s'appliquer dans n'importe quel pays. En fait, le même calcul doit se faire dans les pays producteurs de matières premières. Néanmoins, il présume que les pays du Tiers-Monde «will probably want to invest more than that, because sustainability is hardly an adequate goal in poor countries.» (ibid, pp.171) Il reconnaît leur hésitation vis-à-vis de l'adoption de standards environnementaux par peur de perdre leur compétitivité sur le marché mondial. «The resolution of the dilemma appears to be a controlled trade-off between an immediate loss of environmental amenity and a gain in future economic well-being.» (ibid, pp.164)

3.3.2 La durabilité moyenne

Le deuxième idéal-type de durabilité est à notre avis contenu dans le rapport Brundtland ainsi que dans les documents émanant de la conférence de Rio. Ces documents se sont imposés comme la référence en terme de développement durable. Néanmoins, leur définition de la durabilité se trouve à cheval entre une durabilité faible et une durabilité forte : nous l'avons appelé la durabilité moyenne.

3.3.2.1 Le contexte

Il convient de brièvement rappeler le contexte dans lequel ces documents ont pris naissance.

En raison de l'aggravation croissante de la situation économique d'un grand nombre de pays dans le monde, l'Assemblée Générale des Nations Unis a décidé en 1983 de créer la *Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement* (CMED). L'ancienne ministre de l'environnement de la Norvège et Premier ministre de son pays en 1981, Gro Harlem Brundtland, a été nommée à la présidence de cette commission. Une vaste consultation publique internationale auprès des institutions et

experts gouvernementaux ainsi que non-gouvernementaux était entreprise. En 1987, cette commission a présenté son rapport intitulé *Notre avenir à tous*. Comme dans le rapport Meadows de 1972, ce rapport prévient qu'une poursuite des tendances actuelles de la société aurait des conséquences désastreuses. Néanmoins, à la base du rapport nous trouvons une orientation bien plus positive sur l'avenir du monde que celle du Club de Rome. A la fin du rapport, les membres de la commission suggéraient aux Nations Unies de réaliser une conférence internationale chargée «d'examiner les progrès accomplis et de susciter les arrangements qui continueront d'être nécessaires pour poser les jalons sur la voie du progrès humain et le maintenir dans des normes en harmonie avec les besoins de l'homme et les lois naturelles. (ibid, ch.12-1)

Le rapport est parvenu en grande partie à imposer le développement durable comme nouveau référent sémantique dans le langage international et la focalisation des travaux des experts des organisations internationales dans son sillage. Une fois incorporée dans les doctrines et le droit, cette référence s'est imposée comme un élément permanent de la rhétorique collective. (Hatem dans Godard (1994), pp.310)

La *Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement* (CNUED) à Rio de Janeiro en 1992 a été la plus grande conférence jamais organisée par les Nations Unies. 172 pays avec des milliers de délégués ainsi que 1400 ONG ont participé à ce sommet et une médiatisation dans le monde entier des préoccupations écologistes a été atteinte. Le rapport Brundtland a servi de base à cette conférence. Cinq documents ont été élaborés lors de la CNUED : La Déclaration de Rio, L'Agenda 21, La Convention-Cadre sur les Changements Climatiques (CCCC), La Convention sur la Biodiversité (CDB), La Convention sur la Lutte contre la Désertification (CCD). Pour notre analyse nous allons retenir de cette conférence la Déclaration de Rio ainsi que l'Agenda 21(voir annexe). Ce dernier constitue un plan d'action pour le 21^{ème} siècle en matière d'environnement et de développement.

3.3.2.2 *Présentation de l'approche moyenne de durabilité*

Le rapport Brundtland définit le développement durable en ces termes : «le développement durable répondrait aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.»(CMED(1987), ch. 2-1)

a. *Le monde comme un système interdépendant:* L'introduction du rapport présente le monde comme suit: «Depuis l'espace, nous voyons une petite boule toute fragile, dominée non pas par l'activité et les constructions de l'homme, mais par une nébuleuse de nuages, d'océans, de verdure et de sols.» (CMED (1987), R-1) Le rapport reconnaît «l'incapacité de l'homme à intégrer ses activités dans cette structure» ayant comme conséquence un changement du système planétaire» et «s'accompagnant de dangers mortels». (ibidem) Dès lors, il est considéré qu'un développement qui se concentre seulement sur l'aspect économique ne peut pas être durable à long terme. Il stipule qu'il ne sera dorénavant plus possible de séparer les questions d'environnement des questions politiques, sociales, économiques et morales. Des considérations écologiques doivent guider les prises de décisions à tous les niveaux de la société ; du choix individuel du consommateur jusqu'aux budgets nationaux et aux accords internationaux.

b. *La croissance économique:* La commission Brundtland envisage une croissance économique à la fois quantitative et qualitative. A la différence du rapport Meadows, la commission envisage «la possibilité d'une nouvelle ère de croissance économique» (ibid, R-2) seule à même de répondre aux besoins des plus démunis et en mesure d'éliminer la pauvreté ; et seule la croissance peut créer la capacité de résoudre les problèmes environnementaux. Le rapport Brundtland prévoit pour les pays en développement un taux de croissance d'au minimum 5-6% et allant jusqu'à 10%. Pour les pays industrialisés aussi, un taux de croissance annuelle entre 3 à 4 % serait nécessaire afin d'assurer l'expansion de l'économie mondiale et garantir la reprise dans les pays en développement. (ibid, ch.2-9) Néanmoins, l'aspect qualitatif nécessaire de la croissance est souligné: «Il faut modifier le contenu même de cette croissance, et faire en sorte qu'elle engloutisse moins de matières premières et d'énergie et que ses fruits soient repartis plus équitablement.» (ibidem) Une

meilleure qualité implique également de «s'arrêter à ses effets sur l'environnement et sur les moyens d'existence des intéressés.» (ibidem)

c. La technologie comme espoir : Dans la totalité des documents nous retrouvons un grand optimisme et espoir vis-à-vis de la faisabilité technologique. La raison de cet optimisme se trouve dans la croyance que la grande quantité de connaissances accumulées par l'humanité au cours de son histoire va permettre de sortir de l'impasse environnementale; des techniques sophistiquées et un accès aux ressources sans précédent rendront une rupture avec les tendances négatives du passé possible. «Nos sciences et nos techniques nous donnent la possibilité de mieux comprendre les systèmes naturels.[...] Nous avons le pouvoir de concilier l'activité humaine et les lois de la nature.» (ibid, R-1)

d. Le principe de l'efficacité que nous retrouvons dans ces documents implique qu'il faut tirer un maximum de rendement lors de l'utilisation des ressources grâce à l'adoption de technologies économiquement rationnelles et à celle du recyclage, sans pour autant surexploiter ou bien sous-utiliser les ressources disponibles. Le respect de ce principe devrait empêcher l'épuisement des ressources ou permettre leur renouvellement ainsi que provoquer une baisse de la consommation en énergie. Le rapport stipule que «dans les 50 ans à venir, le monde a la possibilité de produire le même niveau de services en utilisant moins de la moitié de l'énergie primaire utilisée à l'heure actuelle.» (ibid, ch.7-37) Pour des meilleurs rendements énergétiques puissent être possibles, il est proposé que «les gouvernements en fassent un objectif explicite de leur politique de prix de l'énergie à la consommation.» (ibid, ch.7-37). De plus, par une politique de prix le développement de nouvelles sources d'énergie et de ressources renouvelables serait possible. Le rapport Brundtland (ibid, ch.8-16) se prononce sur la nécessité de faire payer les coûts provoqués par la pollution ainsi que les dommages causés à l'environnement. L'agenda 21 (principe 16) propose l'application du *principe pollueur-payeur*, ce qui équivaut à une internalisation de ces coûts. C'est-à-dire que la personne ou l'entreprise qui pollue est obligé de payer des taxes, entre autres, dans le but de dépolluer.

e. Une gestion responsable des ressources : Il y a un appel à la communauté internationale pour qu'elle assume pleinement sa responsabilité lors de l'utilisation des ressources limitées non-renouvelables (en particulier des énergies fossiles d'autant que leur combustion contribue à l'accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère). Il faut «commencer à gérer les ressources de l'environnement de manière à assurer un progrès durable et garantir la survie de l'humanité.» (CMED (1987), R-2) Cela nécessite le respect des limites telles qu'elles sont imposées «par l'état actuel des techniques et de l'organisation sociale, et la capacité de la biosphère de supporter les effets de l'activité de l'homme.» (ibid, R-10) De plus, «la conservation des ressources naturelles vivantes (les végétaux, les animaux, les micro-organismes) et non-vivantes [...] est essentielle pour le développement.» (ibid, ch.6-4) A part des raisons éthiques, des raisons scientifiques et économiques sont évoquées : «si le monde arrive à assurer la conservation des espèces vivantes, nous pourrions compter sur de nouveaux et meilleurs produits alimentaires, médicaments et matières premières à usage industriel.» (ibidem)

f. Le principe de précaution : En vue d'une protection de l'environnement des mesures de précaution doivent être appliquées. Il s'agit de prévoir et prévenir. «En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement.» (Déclaration de Rio, principe 15) Cette approche qui est entrée depuis relativement peu de temps dans le droit international permet «d'anticiper les résultats des politiques les plus destructrices et de prévenir les dégâts.» (CMED (1987) ch.6-12)

g. Les aspects socio-politiques du développement durable : Il est souligné que l'homme doit être au centre du développement. «Le principal objectif du développement consiste à satisfaire les besoins et aspirations de l'être humain.» (ibid, ch.2-1)¹⁶ Le combat de la pauvreté constitue un élément primordial pour permettre un développement durable. «La pauvreté est à la fois effet et cause des problèmes d'environnement mondiaux.» (ibid, R-3) En plus, elle constitue un frein «à

¹⁶ Ainsi que principe 1 de la Déclaration de Rio (annexe)

la capacité des sociétés à améliorer la qualité de vie dans les années à venir.» (ibid, ch.1-4)

La croissance démographique qui prend une allure exponentielle dans certaines régions est également soulignée . « Le développement durable n'est possible que si l'évolution démographique s'accorde avec le potentiel productif de l'écosystème.» (ibid, ch.2-2) Néanmoins, le rapport Brundtland reconnaît que la pression qui pèse sur les ressources et qui ralentit l'amélioration des niveaux de vie est aussi due à une répartition et un accès inégalitaires aux ressources. Une nécessité de réformes politiques et une répartition plus équitable et plus juste des richesses entre les nations s'impose. ¹⁷ «Les partenaires économiques doivent avoir l'assurance que la base des échanges est équitable.» (ibid, R-22) Il s'agit de créer les conditions externes permettant d'aider les pays en voie de développement à réaliser tout leur potentiel. Le rapport stipule que «de nombreux pays en développement voient leur croissance étouffée par la baisse du prix des matières premières, des mesures protectionnistes, des services de la dette intolérablement lourds et un apport décroissant de crédits de développement. (ibidem) Il reconnaît que «le niveau actuel du service de la dette n'est pas compatible avec un développement durable. Les débiteurs sont contraints d'utiliser des excédents commerciaux pour effectuer les remboursements, ce qui les pousse à effectuer de lourds prélèvements sur des ressources non renouvelables.» (ibidem) Les taux d'intérêt prélevés sur les dettes ainsi que la tendance vers la baisse des prix des produits d'exportation fait que les endettés doivent exporter davantage.¹⁸ «Il faut agir d'urgence pour alléger le fardeau de la dette selon des modalités qui assureront un partage plus équitable des responsabilités et des charges entre débiteurs et les prêteurs.» (ibidem)

Il est généralement reconnu dans ces documents qu'une «responsabilité particulière incombe aux pays industrialisés vus la grande pression que leurs sociétés imposent sur l'environnement mondial alors même qu'ils disposent de plus grandes ressources

¹⁷ Le rapport sur le développement humain de 1992 (UNDP) a introduit une métaphore graphique très explicite pour démontrer l'injustice économique extrême de notre monde. Il s'agit du verre de champagne. Le haut du verre représente l'abondance dont profitent 20% des gens qui habitent dans les pays du monde les plus riches, qui reçoivent 82.7% du revenu mondial et consomment un peu près autant des ressources. Tout au fond du verre on retrouve les 20% les plus pauvres qui survivent avec environ 1.4% du revenu mondial. Les revenus combinés des 20% du haut du verre sont 60 fois plus grandes que ceux des 20% du bas. En plus, depuis les années 1950- la période pendant laquelle l'économie globale a grandi cinq fois - ce fossé a doublé et continue de croître à une vitesse alarmante. (UNDP, 1992)

¹⁸ Par exemple : Entre 1980 et 1987 le pouvoir d'achat des exportations du Tiers-Monde a chuté de 33% à cause de la désinflation dans les pays du Nord. (CNUCED).

technologiques et financières. »(ONU(1992), pp.13) Dans ce cadre, la conférence de Rio a reconnu la nécessité d'imposer aux pays industrialisés une partie des frais du bénéfice qu'ils retirent de la préservation des ressources naturelles du Sud.

h. Nouvelles valeurs éthiques : Les exigences du développement durable tant au niveau socio-politique qu'environnemental impliquent l'intervention de valeurs éthiques. Il s'agit de travailler dans le but d'une équité inter- et intragénérationnelle. «Le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement des générations présentes et futures.» (Déclaration de Rio, principe 3). L'équité intergénérationnelle implique que nos actions sont dirigées de façon à ce que les conséquences n'empêchent pas les générations futures de garder au moins le même niveau de vie, voire de vivre mieux. L'équité intragénérationnelle, par contre, souligne le fait que nos actions peuvent avoir des effets néfastes sur nos contemporains. Les principes de responsabilité, de solidarité et justice font alors surface évoquant la nécessité d'assurer des conditions humainement satisfaisantes à nos contemporains et aux générations à venir.

i. Les modes de consommation : Le rapport Brundtland fait appel à la nécessité d'une réévaluation des styles de vie et des modes de consommation pratiqués en majorité dans les pays du Nord; «un niveau supérieur au minimum vital serait envisageable à la seule condition que les modes de consommation tiennent compte des possibilités à long terme. Or, nombre d'entre nous vivons au-dessus des moyens écologiques de la planète,[...]. Il faut toutefois promouvoir des valeurs qui faciliteront un type de consommation dans les limites écologiques possibles.» (CMED (1987), pp.52) Tandis que ce rapport parle encore de la promotion d'un autre type de valeurs, les documents de Rio éliminent cette question. Le guide de l'agenda 21 (ONU(1992), pp.36) s'exprime comme suit: «Les économies, les revenus et les populations en augmentation du monde en développement semblent destinés à pousser les activités humaines bien au-delà des niveaux tolérables si des schémas de consommation analogues s'y implantent. Parallèlement cependant, la consommation reste importante en tant que force motrice du développement ainsi que pour la création des revenus et des marchés d'exportation nécessaires pour promouvoir la croissance et la prospérité mondiale.»

j. La nécessité d'une nouvelle coopération sous le signe du partenariat ressort comme un élément clé de tous ces documents. Un processus continu et permanent de négociation serait incontournable, rassemblant tous les acteurs (politiques, économiques, scientifiques, civils) dans une démarche de partenariat. Ainsi, les Etats «doivent coopérer dans un esprit de partenariat mondial en vue de protéger et de rétablir la santé et l'intégrité de l'écosystème terrestre.» (Déclaration de Rio, principe 7) De plus, il est considéré primordial de faire participer tous les citoyens (femmes, jeunes, les populations autochtones etc.) aux processus décisionnels relatifs à l'environnement (Déclaration de Rio, principes 20-22). Si ce principe est ignoré, une interaction harmonieuse entre l'homme et l'environnement sera entravée.

3.3.3 La durabilité forte

Herman Daly argumente que les théories économiques courantes sont basées sur une vision préanalytique de l'économie. Selon cette vision, l'économie serait un flux circulaire de valeurs d'échanges abstraites, pouvant générer infiniment des valeurs sans contrainte de équilibre de masse, d'entropie ou de finitude. «This vision embodies an astonishing oversight, it completely ignores the laws of thermodynamics.» (1996, pp.65)

a. Les principes thermodynamiques révèlent des théorèmes d'impossibilité qui nous éviteraient d'adopter des objectifs et des politiques prouvés impossibles par ceux-là mêmes.

Le *premier principe thermodynamique* postule que la matière-énergie n'est ni créée ni détruite, seulement transformée. Dès lors, tout processus de production est un processus de transformation et le contenu matériel du produit ne peut pas être plus grand que ce qu'il était avant la mise en marche du processus. La substitution de capital artificiel pour le capital naturel utilisé est limitée par cette balance de contrainte matérielle, et il est impossible qu'il constitue un substitut même quasi parfait des ressources non-renouvelables.

Le *deuxième principe thermodynamique*, appelé principe d'entropie, met en lumière que toute transformation énergétique s'accompagne d'une dégradation irrémédiable

d'énergie. L'énergie n'est pas détruite, mais change de forme jusqu'à se transformer en chaleur, qui, étant la forme la plus dégradée de l'énergie, ne peut plus subir de transformation. Le principe d'entropie décrit une dissymétrie et une irréversibilité physique. En conséquence, l'hypothèse néoclassique d'un flux circulaire de la matière-énergie est impossible. Selon Daly, l'économie n'échappe pas au principe d'entropie, ayant elle-même un système digestif. «It tightly connects the economic subsystem with the overall ecosystem, the environment.» (Daly (1987), pp.7)

b. L'échelle de l'économie : Daly souligne les vertus et défauts du marché. Il reconnaît sa capacité à coordonner et allouer la production. Par contre, le marché n'arrive pas à réguler une distribution équitable, nécessaire au développement durable. De plus, «la main invisible du marché» est incapable de mettre des limites à la taille de la Macroéconomie et ne possède aucune sensibilité par rapport à l'échelle totale d'utilisation de ressources. Il considère qu'il nous faut adopter une nouvelle vision, où la macro-économie n'est plus vue comme un cycle fermé, mais comme un sous-système ouvert de l'écosystème naturel fini. La difficulté consiste à trouver l'échelle optimale d'une économie relative à son écosystème.¹⁹ Daly se sert d'une métaphore ; l'allocation optimale des ressources au niveau micro-économique peut être comparée à une distribution optimale du poids dans un bateau. L'échelle optimale au niveau macro-économique, par contre, détermine le poids global optimal que le bateau est capable de supporter, la capacité de support. «Even optimally loaded boats will still sink under too much weight.» (1991, pp.35) Daly considère que notre incapacité de planifier l'économie de manière centralisée devrait inspirer de l'humilité. Une humilité qui nous ferait adopter des stratégies qui minimisent la nécessité d'une gestion planétaire, en maintenant l'échelle de l'activité humaine suffisamment basse pour ne pas déranger le fonctionnement naturel des systèmes de support vitaux. Tandis qu'en micro-économie la taille optimale de production se trouve là où les coûts marginaux sont égaux aux bénéfices marginaux, ce concept est complètement absent en macro-économie.²⁰ Le développement de mesures opérationnelles est nécessaire afin de pouvoir mieux déterminer les coûts et les bénéfices découlant de l'expansion de l'économie. En plus, à partir d'un certain seuil,

¹⁹ L'échelle de l'économie (anglais : scale) décrit la taille physique de la présence humaine dans un écosystème donné, mesuré par la taille de population multipliée par l'utilisation en ressource per capita.

il y a nécessité d'une économie stationnaire. Daly (1977, pp.17) définit une économie stationnaire (steady-state economy) comme «an economy with constant stocks of people and artifacts, maintained at some desired, sufficient levels by low rates of maintenance throughput.»

c. La consommation : Daly (1996, pp.104) est convaincu qu'une «U.S. style resource consumption for a world of 4.8 billion people is impossible, and even if it could be attained it would be very short lived.» Exprimé en chiffres, 30 % des ressources mondiales non-renouvelables sont utilisées pour assurer la consommation des nord-américains, soit 6% de la population mondiale.(1987, pp.7) Il serait écologiquement impossible de permettre aux autres 94% de la population mondiale de produire et de consommer au même niveau per capita. Daly, qui était lui-même économiste à la banque mondiale, note cependant que cette ambition est implicite au concept de développement poursuivi par la majorité des pays du Tiers-monde et accepté par la Banque mondiale. Il avertit qu'une «pursuit of an impossible goal can only end in failure, frustration and violence.» (ibid, pp.8)

d. Le principe de suffisance : En introduisant ce principe, Daly fait appel à une attitude d'autolimitation qui respecte les limites imposées par l'environnement écophyisque (la production et la consommation se limitent au strict nécessaire, c'est-à-dire aux besoins fondamentaux de l'homme).

e. Le principe d'efficience : Selon Daly, le progrès technologique en vue d'un développement durable doit viser l'accroissement de l'efficacité plutôt que celui de la production. Pour arriver à une moindre utilisation des ressources, l'auteur propose de faire recours à une augmentation des prix des ressources ainsi que des taxes d'énergie élevées.

f. Le principe de précaution: Comme dans l'approche moyenne, Daly considère qu'il s'agit d'un principe de base qui doit avoir sa place dans le droit international de l'environnement (Goodland, Daly (1993), pp.306)

²⁰ Selon Daly (1991, pp.44) et exprimé en termes purement théoriques, la taille optimale « would be the one at which the long-run marginal costs of expansion are equal to the long-term marginal benefits of expansion. »

g. Le développement qualitatif vs croissance: Herman Daly fait une distinction nette entre le développement durable et la croissance durable, deux termes qui sont trop souvent considérés comme signifiant la même chose. Tandis qu'il définit la croissance comme un accroissement quantitatif dans l'échelle physique, le développement «is qualitative improvement or unfolding of potentialities.» (1990, pp.1) Là où la quantité n'implique rien d'autre qu'une série de calculs arithmétiques aux conclusions indifférenciées, Daly considère que la qualité implique «difficult judgments and imposes self-definition and responsibility.» (1977, pp.172) Puisque l'économie humaine est un sous-système d'un écosystème global fini, «it is clear that growth of the economy cannot be sustainable over long periods of time.» (ibidem)

h. L'effet autoannulant de la croissance : Daly souligne qu'il est impossible que le revenu de chacun se trouve au-dessus de la moyenne. Dès lors, il est également impossible que la croissance permette à chacun d'augmenter son revenu. Dans la mesure où dans les pays riches l'augmentation du bien-être vécue jusqu'ici dépend de l'augmentation du revenu relatif et non absolu, il s'ensuit que la croissance agrégée a un effet auto-annulant sur le bien-être individuel. Daly (1987, pp.8) conclut que «if aggregate growth does not increase general welfare, then it is undesirable, even if still possible.»

i. La substitution des capitaux : Contrairement aux économistes classiques, le capital naturel et le capital artificiel sont pour Daly en premier lieu complémentaires et seulement très marginalement substituables. «Having two or three times as many saws and hammers does not permit us to build a house with half the lumber.» (1990, pp.3) La complémentarité consiste dans le fait que le capital artificiel constitue le plus souvent l'agent de transformation (outil, travail etc.) tandis que le capital naturel constitue la matière transformée. Le capital artificiel ne peut se substituer au capital naturel que dans la mesure où il peut diminuer le gaspillage en recyclant les ressources déjà utilisées. Selon l'auteur «sustainable development requires that natural capital be maintained intact.» (ibid, pp.4)

Néanmoins, pour la catégorie de ressources non-renouvelables, la durabilité signifie la limitation de leur exploitation au taux de création de substituts renouvelables. Selon Daly, cette exploitation doit être accompagnée d'un investissement dans des substituts renouvelables. «There would be a compensating renewable investment for

every divestment.» (1991, pp.45) De plus, il serait dans la responsabilité du gouvernement d'établir des quotas d'exploitation de ressources, afin de limiter leur exploitation totale. Pour les ressources renouvelables, il y a deux principes de durabilité : premièrement, le taux de leur récolte doit être égal au taux de leur régénération. Deuxièmement, les émissions de polluants doivent être égales aux capacités assimilatrices naturelles des écosystèmes dans lesquels l'émission a lieu. De plus, «regenerative and assimilative capacities must be treated as natural capital, and failure to maintain these capacities must be treated as capital consumption, and therefore not sustainable.» (ibidem)

j. Les aspects socio-politiques : La condition préalable à un équilibre écologique implique la mise en œuvre d'une politique de justice sociale. Pour y arriver, Daly (1977, pp.54-68) exige la mise sur pied d'institutions de distribution de richesse ainsi que d'institutions de contrôle de population. Dans la perspective d'une économie stationnaire, il est d'abord nécessaire d'imposer un revenu minimal per capita et des limites maximales au revenu et à la richesse. Pour que la propriété puisse rester un outil contre l'exploitation et ne devienne pas l'instrument même de cette dernière, il doit y avoir des limites à la propriété privée. En outre, chacun doit avoir le droit d'accéder à la propriété. Quant au contrôle démographique, Daly propose l'introduction de «permis de donner naissance» (birth licences) qui sont transférable et qui limitent le nombre d'enfants par femme.

Enfin, Daly plaide en faveur d'un arrêt à l'augmentation de notre capacité de destruction militaire, en soulignant les effets néfastes que les guerres ont sur l'environnement.

k. L'exigence éthique : Daly argumente en faveur d'une éthique judéo-chrétienne, accompagnée de valeurs «saines» qui guident nos actions. Il définit les valeurs saines comme «those that do not promote the indiscriminate destruction of terrestrial life.» (1977, pp.169) Il critique la vision des économistes qui confondent la définition du désirable avec celle du désiré. Les goûts personnels sont considérés comme souverains et ne sont pas soumis aux évaluations éthiques. «Any ethical criticism of individual preferences is ...seen as trying to foist ones personal preferences on others, since by assumption there is no objective or transcendend source of value by which preferences could be judged.» (1987, pp.4) La solution classique à ce

problème consiste à laisser le marché à lui seul décider sur les questions éthiques. Néanmoins, Daly insiste : «we must keep faith in our ability to reason together on ethical issues and to reach workable agreement.» (ibidem) Donc, pour atteindre les critères de durabilité il vaut mieux s'adresser à la «désidérabilité éthique» qu'au marché. Daly interprète la «manie de la croissance» qui domine une majorité d'hommes comme une tentative «to fill a spiritual void with material commodities and technological razzle-dazzle.» (1977, pp.44) Il dénonce l'ignorance des questions éthiques lors de la prise de nombreuses décisions économiques majeures. Par exemple, il est aberrant de faire un calcul de coût-bénéfice pour le choix entre l'énergie solaire et les combustibles fossiles. Selon Daly, ce choix est clairement d'un autre ordre, «more heroic or ethical in nature than economic in the usual sense of marginal calculation.» (1977, pp.172) Il faut développer un «sens de serviteur» pour toute création et l'extension d'une fraternité aux générations futures ainsi qu'à la vie subhumaine. (ibid, pp.45) L'auteur exige une vue métaphysique de la personne humaine comme fondement d'une action environnementale. Il critique les scientifiques «matérialistes» qui considèrent que la vie dans le cosmos n'est pas plus «than another accident ultimately reducible to dead matter in motion.» (1996, pp.22)

4. Comparaison et Analyse

Nous allons maintenant procéder à une comparaison entre les éléments constitutifs du développement, que nous avons définis dans le deuxième chapitre de notre travail, et les trois idéaux-types de durabilité.

a. Commentaire sur le corpus de texte : Nous avons vu que les trois types de durabilité ont été établis à partir de types différents de documents. Premièrement, dans le cas de la durabilité faible ainsi que la durabilité forte, nous sommes confrontés à deux théories économiques. Tandis que la première se rapproche le plus des théories économiques de croissance, la deuxième dérive de la génération d'économistes écologiques et dépasse un cadre d'analyse purement économique. Deuxièmement, la durabilité moyenne tel qu'elle apparaît dans les documents sur lesquels nous nous sommes concentrés, n'est pas présentée théoriquement, mais

comme une analyse de l'état actuel du monde et un plan d'action subséquent. Le contenu de ces trois documents dépasse largement le domaine économique et évoque les possibilités non seulement techniques mais aussi politiques d'un développement durable. Néanmoins, nous allons voir que, malgré ces différences, il nous sera possible de comparer les éléments qui sont essentiels à notre analyse.

b. L'environnement comme limite : Généralement nous pouvons constater que dans les trois approches, l'environnement naturel est perçu comme un frein à la continuité du développement dans le cas où des mesures appropriées ne seraient pas prises pour l'empêcher. Dans l'approche de la durabilité faible nous nous retrouvons cependant encore largement dans une vision classique pour qui l'environnement constitue en premier lieu une arène de manipulation et exploitation continue des matières premières. Un épuisement du stock des ressources naturelles ne pose pas de problèmes aussi longtemps que l'humanité sera capable de trouver des substituts artificiels.

Un changement de regard fondamental intervient avec le rapport Brundtland et les documents de Rio ainsi qu'avec la théorie de Daly. Ils s'insèrent dans la conscience écologique qui a pris naissance, nous l'avons vu, vers la fin des années 60, et qui considère l'environnement comme un *écosystème interdépendant*. Le rapport Brundtland évoque les dangers par raison de l'incapacité de l'homme d'insérer ses activités dans ce système. Daly démontre à travers les principes thermodynamiques que l'économie n'est rien d'autre qu'un sous-système ouvert d'un écosystème naturel fini. Il y a donc conscience des limites non seulement de l'exploitation de la nature par l'homme, mais de l'activité humaine en soi.

c. La complexité : Dans les approches moyennes et fortes il y a prise de conscience de la complexité de l'écosystème naturel, une complexité qui ne se laisse pas, au moins pas dans l'immédiat, réduire à des formules mathématiques. Daly demande de l'humilité vis-à-vis de notre incapacité d'insérer nos activités dans le fonctionnement naturel et complexe des écosystèmes. Il y a prise de conscience que la terre est une totalité complexe physique, biologique et anthropologique et que la relation de l'homme à la nature ne peut pas être conçue de façon réductrice ni disjointe.

d. La Raison, la Rationalité : Nous avons constaté l'avènement du sujet pensant dans l'usage de la Raison comme un des éléments fondateurs du concept de développement. En analysant les trois approches de durabilité, nous pouvons constater que nous retrouvons encore pleinement la foi en la Raison et la Rationalité comme élément fondamental au développement durable. En général, l'idée de souveraineté de l'homme sur la nature persiste dans tous les trois approches, mais à des degrés fort différenciés.

Nous l'avons vu, plus nous nous approchons de la Pensée écosystémique, plus il est reconnu que l'activité humaine sur la nature connaît des limites. Il y a un déplacement d'une vision prométhéenne du monde vers une prise en compte de la relation fragile et interdépendante que l'homme entretient avec son environnement. Daly nous propose même une vue métaphysique de la personne humaine et rompt ainsi avec la vision séculaire du monde moderne. D'une Raison totalitaire qui croit pouvoir tout dominer et expliquer, il y a transformation vers une rationalité qui essaie de gérer des facteurs d'incertitude et de manque de contrôle.²¹

L'introduction du *principe de précaution* que nous retrouvons dans l'approche de durabilité moyenne et forte nous illustre fort bien ce passage. Ce principe va plus loin que la démarche classique de prévention qui s'engage seulement à partir d'une bonne connaissance des causes. Mais toutes les deux trouvent leur origine dans la prise en compte du fait qu'il est souvent impossible de réparer des dommages par des mesures appropriés *ex post* et qu'il est plus facile de prévenir les conséquences. En plus, la durabilité consiste à adopter un comportement de précaution vis-à-vis des risques dont les conséquences devraient être portées par les générations futures. «Le principe de précaution permet de donner une traduction pratique à des préoccupations qui ne pourraient pas déboucher sur l'action si elles devaient rester prisonnières des incertitudes et controverses scientifiques, comme l'illustre le cas du risque climatique planétaire.» (O.Godard (1994), pp.317) L'application de ce principe dans le processus de la prise de décision s'éloigne donc des fondements classiques de la décision rationnelle par le fait d'un résidu permanent d'incertitude inhérent à la plupart des connaissances scientifiques. De plus, le jugement sur le risque acceptable se fait surtout sur une base économique

²¹ c.f. Morin et Kern (1993, pp.188) : «La vraie Rationalité est ouverte et dialogue avec un réel qui lui résiste. Elle sait que l'esprit humain ne saurait être omniscient, que la réalité comporte du mystère. »

ou politique. Il y a prise de conscience du fait qu'il est impossible d'exclure vis-à-vis de tout savoir scientifique non-stabilisé des liens de causalité entre une action et ses conséquences éventuelles. La grande vertu de ce principe est d'inciter une récolte de connaissances préalable à l'action. Alors que les Etats ont adhéré au principe de précaution dans des traités et conventions, il est dorénavant possible de mettre ultérieurement leur responsabilité politique et juridique en cause pour ne pas avoir agi à temps. Et ceci même lorsqu'il est impossible d'apporter des preuves scientifiques rigoureuses.

Nous pouvons retrouver *la Raison scientifique et techno-scientifique* dans les trois approches. Chez chacun d'eux, il y a prétention à des solutions scientifiques faisant appel à un raisonnement scientifique en vue d'un développement durable. La mesure comme élément de preuve ou comme justification d'une nouvelle proposition garde toute son importance. Tandis que pour Solow, il s'agit surtout de calculer combien doit être économisé et investi et combien de ressources non-renouvelables peuvent être exploitées, la préoccupation principale de Daly consiste à calculer la taille optimale de l'économie en harmonie avec l'écosystème. Dans l'approche faible et moyenne, la Raison techno-scientifique est particulièrement prononcée. Nous retrouvons une croyance presque «religieuse» en la science et la technique. D'un côté, selon Solow, la technique va permettre la production de substituts parfaits aux ressources naturelles, libérant ainsi l'homme de son lien de dépendance avec la nature. Et le rapport Brundtland exprime la conviction que la science va nous donner la possibilité de comprendre progressivement ce que nous ne savons pas encore en l'état actuel du progrès scientifique et technologique, permettant ainsi d'affronter techniquement les problèmes de l'environnement. De l'autre, l'innovation technologique va permettre d'atteindre une plus grande efficacité dans le processus de production en utilisant moins de ressources naturelles et en limitant le danger d'épuisement et le besoin de substitution de ces dernières. Donc, nous retrouvons ce que nous avons appelé une vision technocratique où les problèmes ont tendance à être réduits à leur aspect technique afin de trouver une solution technique.

Dans les deux premières approches et dans une moindre mesure dans la troisième, nous retrouvons *la Rationalité économique* à travers le regard mécanique vis-à-vis de la nature, dirigé par un jeu de calcul. Les ressources naturelles sont appréciées pour leur usage et non en tant que telles. Dès lors, il n'est pas étonnant que chez

Solow comme chez Daly les ressources naturelles ainsi que la qualité de l'environnement sont traitées en tant que capital, donc englobées dans un même terme réducteur qui permet leur capitalisation et leur comparaison en valeur. Quant à la décision de préserver une ressource naturelle quelconque, Katz et Oechslis (1993) critiquent le choix de préservation qui se fait souvent selon des critères purement instrumentaux et anthropocentriques, tels qu'une ressource n'a valeur écologique qu'en fonction de la survie humaine. Pour qu'il y ait adoption d'une politique environnementale spécifique, le calcul coût-bénéfice doit être en faveur du non-développement de l'environnement naturel. Selon ces auteurs ce calcul rationnel d'utilité soulève le dilemme d'une justice environnementale.

e. L'optimisme-pessimisme de la substitution : L'hypothèse de Solow selon laquelle il y a possibilité de substitution parfaite pour chacune des fonctions indispensables de la nature (la nature comme fournisseur des ressources naturelles ou comme récepteur des émissions de polluant) est seulement explicable par un *optimisme rationaliste* nourri par un regard mécanique et économique de la nature. Dès lors, l'avenir ne pose pas de problèmes à l'activité économique et la durabilité fait simplement appel à la capacité technique de substitution. L'optimisme rationaliste s'exprime dans la durabilité moyenne par le *principe de l'efficacité* qui devrait permettre une plus grande production avec moins de besoins en ressources naturelles et en énergie. Par contre, chez Daly nous proposons de parler plutôt d'une *Rationalité pessimiste constructive*. Pour lui, il n'existe pas de possibilité de substitution pour l'essentiel des ressources et des capacités réceptrices de l'environnement, en particulier à cause du premier principe thermodynamique ainsi que de la nature complémentaire entre le capital naturel et artificiel. Le capital naturel doit être sauvegardé dans sa totalité. Nous allons voir plus loin dans ce chapitre que l'hypothèse de non-substitution incite Daly à envisager un changement qualitatif fondamental vis-à-vis de la modernité économique.

Dans les trois approches de durabilité, la Rationalité techno-scientifique et économique s'exprime donc par des pratiques techno-scientifiques sur la nature. Il nous paraît important de souligner que leurs points de vue rationalistes ne prennent pas en compte l'existence de modèles alternatifs tels que ceux des cultures traditionnelles. Ces dernières ont développé les connaissances traditionnelles, forgées à travers une expérience de longue durée dans des environnements locaux.

f. Le progrès : Nous avons constaté que le développement classique se base fortement sur l'idée du progrès, et que cette idée implique un regard complètement orienté vers le futur. L'idée du progrès se retrouve aussi dans les approches de durabilité. Néanmoins, le rapport au temps a changé. Les expériences du passé ne sont plus simplement mises de côté, mais gagnent radicalement en importance dans le présent et le futur. La projection du passé dans le présent et le futur permet de reconnaître des limites et démontre qu'une poursuite inchangée du développement aura des conséquences désastreuses.

Nous retrouvons dans les trois approches ce que nous avons appelé l'idée du progrès idéal et matériel. Le rapport Brundtland souligne le formidable progrès du savoir que l'humanité a su accumuler durant le 20^{ème} siècle. Il se caractérise par la confiance en l'ingéniosité de l'homme, qui permettra progressivement de concilier ses activités avec la nature. Gowdy (1994, pp. 50) affirme que même la majorité des environnementalistes soutiennent l'idée «that there has been steady progress toward environmental enlightenment.»

Les trois approches se retrouvent autour de l'idée d'un progrès idéal qui doit provoquer un progrès matériel en forme d'un progrès technologique. Cependant, la nature de ce dernier n'est pas la même dans les différentes approches. Dans l'approche de durabilité forte et dans une moindre mesure dans l'approche moyenne, il y a prise de conscience que le progrès technologique ne peut pas équivaloir à une accumulation matérielle progressive infinie. Daly entame un changement fondamental en substituant le mieux au plus. Dès lors, le progrès s'exprime plutôt par un déploiement des potentialités humaines que par l'accroissement matériel. Ainsi, le *principe de l'efficience* a pour but de permettre une meilleure qualité des choses à la place d'une plus grande quantité.

f. La croissance économique: Le débat concernant la croissance économique en tant que vision économique du progrès se trouve au centre des divergences qui séparent les différents adhérents au développement durable, les théoriciens comme les praticiens. En effet, ces divergences sont très présentes dans les trois approches exposées. Généralement, nous avons l'impression que l'opinion dominante semble vouloir exprimer que la croissance économique est à la fois nécessaire et désirable. «The prevailing view is that the only hope to solve the pollution problem is to grow out of it.» (ibid, pp.44)

Chez Solow, l'idée de la croissance est implicite à sa théorie. Pour être durable, il s'agit, nous l'avons vu, de maintenir la capacité généralisée à produire du bien-être économique, en faisant appel à l'investissement. Avec un certain cynisme, Solow invoque l'opportunité, ou la faiblesse humaine, pour légitimer le taux d'escompte pour la perte des ressources naturelles que chaque société a établi vis-à-vis des générations futures.

Le rapport Brundtland considère qu'une «nouvelle ère de croissance économique» de 5-10% sera indispensable au développement durable. Une croissance d'une meilleure qualité résoudrait les problèmes environnementaux ainsi que ceux de la pauvreté du Tiers Monde. Il y a donc une «sainte alliance» et une compatibilité présumée entre la croissance économique à durée indéterminée et les exigences du développement durable. Le paradoxe qui apparaît est évident : «While economic growth and commercialization are being recognized as being at the root of the ecological crisis in the Third World, they are paradoxically being offered as a cure for the ecological crisis in the form of sustainable development.» (Shiva (1992), pp.188) Nous nous rallions à l'opinion de Redclift (1987, pp.199) qui souligne la perte de cohérence analytique d'un tel compromis : «Sustainable development, if it is not devoid of analytical content, means more than seeking a compromise between the natural environment and the pursuit of economic growth.»

Dans l'approche de durabilité forte, le découplage entre le bien-être de l'espèce humaine et la croissance économique se fait de façon radicale. Daly souligne l'impossibilité écophysique d'une croissance durable et remplace le terme par celui du *développement qualitatif*. Comme nous l'avons dit plus haut : la recherche du plus doit être remplacée par la recherche du mieux. Par là, l'économie cesserait nullement d'exister, mais subirait une réorientation qualitative totale dans sa finalité actuelle d'accumulation.

g. Les besoins et la consommation : Le préjugé implicite de l'expansion continue des besoins comme moteur pour l'activité économique est défié dans l'approche qualitative de Daly. Dans sa perspective, il paraît inconcevable que chacun continue à regarder la réalité à sa propre discrétion comme un réservoir de ressources pour la satisfaction de ses besoins et désirs infinis. En fait, Daly proclame l'usage d'un contenu conceptuel et normatif différent des besoins soit une distinction entre besoins et désirs. En introduisant le principe de suffisance, il fait appel à une attitude

d'autolimitation volontaire. Les besoins correspondent dorénavant aux besoins physiques fondamentaux.

Même le rapport Brundtland défie l'idée d'insatiabilité des besoins sous-jacente à la dynamique économique, en proposant que la priorité primordiale soit donnée à la satisfaction des besoins fondamentaux des plus pauvres du monde. Mais parallèlement, nous l'avons vu, le rapport ne questionne pas la désirabilité de la croissance économique et fait ainsi appel au concept de l'accroissement continu des besoins. Dans l'approche de durabilité moyenne, il y a donc coexistence de deux concepts de besoins difficilement conciliables.

Une modification des styles de vie à travers des modes altérés de consommation suit logiquement comme conséquence d'une réévaluation du concept de besoins. Daly exclut d'avance toute ambition vers une généralisation mondiale du style de vie et de consommation des classes moyennes des pays industrialisés. D'un côté, le rapport Brundtland souligne qu'un niveau de vie au-dessus du minimum vital serait seulement envisageable si ce dernier était compatible avec l'exigence de durabilité. De l'autre, il considère ensemble avec l'agenda 21 que l'incitation à la consommation constitue un facteur primordial pour permettre la croissance et la prospérité mondiale. Une nouvelle fois, l'approche moyenne contient deux messages contradictoires ; l'une qui vise la baisse du niveau général de la consommation; l'autre qui incite à son accroissement comme condition préalable à la croissance.

Nous avons vu que ces documents sont issus d'une large consultation. Dès lors, la dimension diplomatique ne peut pas être écartée aux dépens d'une clarté et cohérence interne.

L'approche de durabilité faible, quant à elle, ne demande aucune modification des schèmes de consommation. Le maintien d'un bien-être économique égal ou supérieur à celui de la génération précédente constitue la finalité explicite de cette vision du développement durable. Vu les possibilités de substitution parfaites, «la faiblesse humaine» qui tend à épuiser à terme la quasi-totalité des ressources naturelles ne pose aucun problème à Solow. Nous avons constaté préalablement que l'approche faible et partiellement l'approche moyenne sont marquées par la recherche de solutions techno-scientifiques, impliquant l'adoption de technologies et politiques économiquement rationnelles. Elle peut être interprétée comme une tentative d'éviter une confrontation plus fondamentale avec le style de consommation

pratiqué dans les pays industrialisés. Sachs (1996, pp.37) note qu'à «long terme, les effets d'économie sont invariablement absorbés par les effets de quantité qui interviennent si la dynamique générale de la croissance n'est pas ralentie.»

i. L'universalisme : Nous avons considéré que la conception classique du développement est marquée par une volonté d'universaliser la représentation d'une seule histoire possible à l'image de l'Occident, accompagnée de l'idée de progrès et de croissance et ainsi de suite. Nous avons également constaté que le caractère totalitaire et englobant de la Raison doit forcément prétendre à l'universalité.

Cette prétention n'est pas absente du développement durable tel qu'il se présente dans les trois approches. Solow est convaincu que la durabilité peut être atteinte dans n'importe quel pays avec le même modèle économique qu'il propose pour les pays du Nord, ayant tous des économies modernes et industrialisées.

Dans l'approche moyenne une vision planétaire de la fragilité et de l'interdépendance des écosystèmes nous est présentée. Selon le titre du rapport Brundtland il s'agit de «Notre Avenir à Tous». La nécessité de gérer la crise globale de manière globale est soulignée. Les documents de Rio font preuve de la recherche de solutions communes et universalisables. Sachs (1996, pp.30) note à juste titre qu'il y a une hypothèse fondamentale à cette perspective planétaire : «puisque les effets de la civilisation industrielle s'étendent au monde entier, la responsabilité du Nord doit, elle aussi, embrasser le monde entier.» En possédant les instruments scientifiques et technologiques nécessaires, il incombe au Nord la responsabilité d'une planification rationnelle des conditions planétaires face aux menaces globales. L'universalisation d'une technologie de pointe est considérée comme indispensable à la résolution des problèmes environnementaux et sociaux dans le Tiers Monde. De plus, le Nord doit offrir le cadre économique et politique nécessaire pour que les pays du Sud puissent également profiter des bienfaits du marché et de la croissance économique.

De la même manière, les conventions internationales sont présentées comme des solutions universelles à des problèmes globaux, telles que, par exemple, celle pour la protection de la biodiversité (CDB). Escobar (1995, pp.198) note le potentiel du concept de développement durable à coloniser «the last areas of Third World social life that are not yet completely ruled by the logic of the individual and the market, such as water rights, forests and sacred groves.»

Nous avons constaté préalablement la tendance à l'ignorance des pratiques et savoirs alternatifs qui subsistent dans des cultures traditionnelles et indigènes multiples. En fait, nous pensons que la vision globale et universelle imposée par la raison ne peut faire autrement que pousser à projeter au monde entier un seul type de solution scientifique et hégémonique.

La prétention à l'universalité n'est pas non plus absente dans l'approche forte de durabilité. En effet, la mise en œuvre d'une économie stationnaire, impliquant une échelle limitée à l'activité humaine, aurait peu d'effet si elle s'arrêtait une frontière nationale. Ce modèle doit forcément s'universaliser à tous les pays pour respecter la capacité de support de l'écosystème global. Alors que la solution de Daly relève d'une raison «orgueilleuse» et tend à s'imposer globalement, il souligne que sa mise en pratique doit être faite avec de l'humilité. Selon lui, cette humilité inspire une autolimitation de l'activité économique de chacun dans son environnement. Cette perspective nous paraît plus respectueuse du local, car un respect des limites écosystémiques demande forcément une adaptation de chaque économie locale dans leur écosystème local. La nécessité d'une gestion globale serait ainsi limitée. De plus, l'économie de subsistance, proposée par Daly, aurait tendance à coexister harmonieusement avec un grand nombre des sociétés du Sud qui ont toujours vécu à un niveau de subsistance.²² Selon Sachs (1996, pp.36), une perspective locale²³ implique que la principale arène d'ajustement écologique doit être le Nord lui-même. Il est appelé à alléger le fardeau environnemental qu'il impose aux autres pays et à réduire les effets de ses activités à son rayon de responsabilité réel. A la place d'une rationalité qui prétend au global, Sachs parle d'une rationalité des «chaînes d'effets raccourcis».

Au sein des différentes approches de durabilité, nous avons donc retrouvé la quasi-totalité des éléments fondamentaux que nous avons identifiés comme étant sous-jacents à la conception classique de développement. Cependant, nous avons vu qu'ils réapparaissent souvent sous une autre forme avec un autre contenu. Nous

²² c.f. Durning (1992) du *Worldwatch Institute* fait une classification intéressante : Il divise le monde en trois classes socio-écologiques: Les *surconsommateurs* sont les 20% de la population mondiale (environ 1.1 milliard) qui consomment environ 80 à 85% des ressources naturelles mondiales. Puis, les *marginiaux*, les 20% les plus pauvres (environ 1.1 milliard). Enfin, la classe des *durables* (sustainable class) dont, selon lui, près de 60% de la population mondiale (environ 3.3 milliards) fait déjà partie (volontairement ou involontairement, bien entendu).

constatons aussi qu'une série de nouveaux éléments apparaissent au sein du concept de développement durable, telle, par exemple, l'éthique qui engendre de nouveaux principes et la nécessité de la coopération et de la pluridisciplinarité.

j. L'intervention de valeurs éthiques : Les approches de durabilité moyenne et forte font appel à un renouveau éthique tant dans les relations interhumaines que dans celles de l'homme à la nature. Ce renouveau doit être accompagné par des nouveaux comportements qui visent le respect des principes de responsabilité et de solidarité, de justice et d'équité. La prise de décision doit dorénavant se faire selon une «désidérabilité éthique» et non pas selon des critères d'utilité exclusivement égoïste ou économique.

Les principes de solidarité et de responsabilité défient profondément le concept moderne de la liberté inconditionnée que nous avons présenté comme étant une condition nécessaire à la croissance économique illimitée. Verburg et Viegel (1997, pp.258) soulignent que la solidarité indique généralement «an asymmetric relationship of dependence between (groups of) actors» faisant appel à des sentiments de considération et respect pour l'autre. Dans l'approche de durabilité forte, une solidarité «institutionnalisée» et contraignante s'ajoute à une solidarité librement exercée, et impose des limites rigoureuses à la liberté (limites de fortune, limites de propriété, limite de naissance) à travers des institutions publiques.

Le principe de solidarité et responsabilité vis-à-vis les générations futures apparaît comme élément nouveau et central dans les trois approches de durabilité. Cependant, nous avons vu que les implications pratiques diffèrent substantiellement. Tandis que chez Solow, un comportement éthique vis-à-vis des générations à venir se réduit à la capacité de remplacer tout capital naturel épuisé, les deux dernières approches exigent un changement fondamental de notre attitude vis-à-vis de la nature. Selon Daly, des considérations éthiques devraient nous inspirer l'humilité et provoquer en quelque sorte une «révolution de la suffisance». Sachs (1996, pp.46) note qu'un tel changement «ne peut être ni programmé, ni techniquement étudié.» Il s'agit d'une approche qui «centre son attention sur les valeurs et les structures institutionnelles, bref, sur l'univers symbolique de la société.» (ibidem) En fait, nous

²³ Sachs parle d'une «home perspective» ou perspective endogène.

constatons qu'un système symbolique en remplace un autre et une «rationalité éthique» vient primer sur une rationalité purement économique.

k. La coopération, la pluridisciplinarité et la participation : Un développement éthiquement responsable implique donc une prise en compte non seulement des facteurs économiques mais aussi socio-politiques et environnementaux. Le rapport Brundtland et les documents de Rio reconnaissent que la résolution des problèmes que l'homme s'est créés au sein d'un écosystème infiniment complexe et fragile, ainsi que la préservation de ce dernier, font appel à une pluridisciplinarité qui découle de la nécessité de la coopération entre tous les acteurs concernés par le développement. Aucun domaine scientifique ne peut dorénavant prétendre à l'exclusivité, car il lui est impossible d'avancer à lui-seul des solutions cohérentes qui satisferont les multiples exigences qu'un développement durable implique.

La coopération dans un esprit de partenariat au niveau des relations internationales vient remplacer un réalisme politique, souvent marqué par un manque de transparence, par la méfiance et par la paranoïa. Cette coopération retrouvée permet à un modèle de participation plus horizontal d'émerger. Elle implique l'inclusion de la société civile dans le processus du développement, de l'élaboration des objectifs jusqu'à leur mise en œuvre. Dans ce sens, la conférence de Rio constitue un bon exemple d'une grande participation de la population civile.

Nous pensons qu'une telle coopération a le potentiel de réduire le danger évoqué préalablement, à savoir une reproduction universelle et sans différence dans le Sud des solutions et modèles qui ont fonctionné pour une période déterminée dans le Nord. Elle a le potentiel de revaloriser la diversité des savoirs et pratiques, ainsi que de produire des solutions à chacun. Est-ce un paradoxe si les solutions pour les problèmes variés de chacun passent obligatoirement par leur reconnaissance par tous, en un lieu, à un moment ? Pour mieux décentraliser et rendre son pouvoir au local, faut-il tenir des conférences globales et centralisées, au sommet ?

5. Conclusion

Les comparaisons et analyses que nous venons de faire nous ont fourni un nombre considérable d'éléments de réflexion. En principe, elles devraient nous permettre de répondre maintenant avec suffisamment d'arguments à notre question de départ. Y a-t-il rupture et/ou continuité entre les deux concepts ? Nous allons d'abord passer en revue les types de durabilité et la réponse qui s'applique à chacun, puis revenir sur l'idée-même de changement de paradigme, pour y répondre définitivement.

5.1 Rupture et continuité

a. L'approche de durabilité faible : Nous avons vu que dans l'approche avancée par Solow, la vision prométhéenne de l'homme souverain reste intacte. Malgré une prise de conscience des limites aux ressources naturelles, il n'y en résultent pas de conséquences radicales. L'hypothèse de la substitution parfaite libère l'homme d'une dépendance inéluctable de la nature et permet que l'activité économique puisse continuer sans frein. Quelques adaptations au niveau de la comptabilité économique par inclusion des pertes en capital naturel et environnemental font que tout reste finalement dans le domaine du rationnellement maniable. La Raison et la Rationalité classique restent à la base de l'appréhension de la réalité et permettent sa domination. Une continuité à pleine vitesse de l'activité économique doit garantir la durabilité du bien-être économique et constitue une responsabilité éthique. Nous considérons donc que nous restons avec cette approche entièrement dans le paradigme moderne. Une approche qui prolonge la conception classique du développement.

b. L'approche de durabilité moyenne : Nous avons vu que cette approche est marquée par une absence de cohérence conceptuelle. En fait, nous pouvons déjà présumer qu'une réponse univoque la concernant est impossible. Avec l'approche nous nous trouvons face à trois types de concepts.

Tout d'abord ceux qui appartiennent clairement au développement classique. Nous avons trouvé un grand nombre d'éléments qui nous amène à conclure que cette

approche est surtout marquée par une continuité paradigmatique. L'optimisme technologique est profondément marqué par la confiance en la capacité de la Raison et la Rationalité techno-scientifique et économique. Les progrès de la connaissance et de la technologie vont permettre de résoudre tous les problèmes écologiques et sociaux. La croissance économique continue à être nécessaire et une consommation généralisée est un élément la permettant. L'approche est marquée par une vision planétaire, universelle : il est considéré que les pays industrialisés détiennent une grande partie des solutions et moyens pour résoudre les problèmes du reste du monde.

Ensuite, ceux qui, sous le couvert d'une redéfinition de certains concepts appartenant à la vision classique, donnent l'impression d'une rupture. Nous avons relevé une série d'arguments qui viennent s'opposer aux premiers, les contredire, tout en coexistant au sein des mêmes documents. Ces éléments contraires relèvent de cadres de référence conceptuels différents. Ils sont le résultat d'une prise de conscience de l'interdépendance et des limites de l'écosystème ainsi que de l'incapacité de l'homme à insérer ses actions dans ce dernier. Le principe de précaution fait appel à un nouveau type de rationalité qui se détache de la certitude scientifique et qui accepte et essaie de gérer la complexité et l'incertitude. La nécessité d'un progrès qualitatif ainsi que d'une croissance économique qualitative est également souligné. De plus, les modes de consommation doivent d'abord s'orienter vers la satisfaction des besoins fondamentaux, ce qui défie le postulat des besoins infinis.

Enfin ceux totalement nouveaux qui détiennent le potentiel de modifier la nature de tous les autres. Tel est le cas pour l'intervention de l'éthique dans le débat du développement et qui introduit des principes et valeurs qui demandent une nouvelle rationalité d'action. Enfin l'exigence de la coopération permettant la pluridisciplinarité et de la participation.

Il y a donc rupture et continuité au sein du même approche de durabilité. Cependant, nous considérons que les éléments qui renvoient à la continuité, tels que par exemple la croissance économique quantitative, ont un poids réel bien plus grand. La raison en est qu'il est plus facile de perpétuer des aspects qui relèvent de l'ancien paradigme, mais sous couverture d'un nouveau concept, que d'entamer une modification en accord avec une nouvelle conception paradigmatique.

c. L'approche de durabilité forte : La théorie avancée par Hermann Daly constitue une grande cohérence interne et rompt radicalement avec la conception classique du développement. La prise de conscience de la finitude de l'écosystème naturel impose des limites absolues à l'activité humaine et exige des changements radicaux. L'idée d'une économie stationnaire, non-croissante, abandonne radicalement la recherche du plus. La Rationalité techno-scientifique persiste, mais réoriente l'idée du progrès vers la recherche de la qualité à la place de la quantité. Néanmoins, le fait de construire un système fini, une solution universelle, trahit le fait que Daly croit encore en une forme de solution raisonnée et totalisante.

L'introduction de l'éthique et du principe d'humilité permet cependant à Daly (au même titre que l'éthique et la coopération dans l'approche moyenne) de présenter un système de valeurs différent qui échappe à la pure Raison. Il définit ainsi une nouvelle rationalité d'action qui relève de l'éthique. Cette dernière impose de nouveaux critères aux choix politiques et économiques et vise comme dans l'approche moyenne la responsabilité vis-à-vis du prochain et des générations futures. De plus, à une rationalité qui intègre la complexité de la réalité s'ajoute celle que nous avons appelée une rationalité des «chaînes d'effets raccourcis».

Cette dernière impose une autolimitation de l'activité humaine à une échelle qui reste en équilibre avec l'écosystème naturel. Le principe de suffisance s'oppose radicalement au postulat des besoins infinis.

Dans l'approche de durabilité moyenne et forte nous avons donc trouvé, à des degrés divers, à la fois des éléments qui nous font conclure qu'il doit y avoir rupture, ainsi que d'autres qui indiquent une continuité paradigmatique. Cependant, aucune des approches exposées n'échappe complètement au paradigme de la Modernité. La Raison et la pensée rationnelle gardent leur place centrale.

d. La Raison comme méthode : Tandis que la Raison est un concept, elle est devenue, à notre avis, plus une méthode pour aborder, voire englober toute la réalité. Si nous avons pu définir de nouveaux types de rationalité à travers l'approche moyenne et forte de durabilité, c'est parce nous sommes confrontés à un changement profond de méthode plutôt qu'à une mise en question du concept même de la Raison.

5.2 La nature du changement

Il nous reste à clarifier comment intervient le changement des paradigmes opposés. Nous pensons qu'un éventuel changement paradigmatique entre nos deux concepts ne correspond pas à un processus abrupt et révolutionnaire dans le sens de Kuhn. Tandis que le sentiment de crise a provoqué une réflexion sur la conception classique de développement ainsi que son paradigme sous-jacent, elle n'a pas donné naissance à une vision et conception toute nouvelle et cohérente du monde. En absence d'une vision alternative réelle, il ne pouvait donc pas y avoir de conflit ou de possibilité de choix entre deux paradigmes opposés. Néanmoins, l'accumulation des connaissances (impossible selon Kuhn) ainsi que le constat de certains effets néfastes de l'action humaine sur la nature ont provoqué une prise de conscience des limites et de la complexité. En confrontation avec la prise de conscience environnementale et sociale, certains concepts ont subi, soit graduellement, soit brusquement des modifications et en ont fait apparaître de nouveaux. La cristallisation ou plutôt les cristallisations des différentes approches du développement durable ne sont pas parvenues à constituer un nouveau paradigme. Leurs concepts nouveaux ou redéfinis rompent à des degrés divers avec l'ancien paradigme, mais ne représentent ni un paradigme tout nouveau ni entièrement cohérent.

L'approche dialectique présentée par Stockdale exige deux paradigmes opposés. Vu l'absence d'un paradigme alternatif cohérent, il nous faut également rejeter cette hypothèse. De plus, nous pensons que la dialectique est par définition une conception rationaliste classique qui tend à vouloir tout réduire à deux thèses. La prise de conscience de la complexité ne permet pas une telle conclusion. En plus, nous considérons intuitivement que l'idée d'un état d'équilibre, induite par la Synthèse de la Thèse et l'Antithèse, est tout simplement inconcevable.

5.3 Rupture vers une ère post-paradigmatique

La vraie rupture paradigmatique consiste à notre avis dans le fait qu'il n'y a pas et peut-être plus de paradigme nouveau et cohérent du tout. Il y a donc passage d'une

situation de domination paradigmatique vers une situation de vide paradigmatique. La prise de conscience de la complexité et de l'incertitude fait que toute perspective ou vision du monde devient incohérente dès le moment où elle cherche à imposer une cohérence. Le doute ne peut plus être vaincu et la complexité ne peut plus être réduite à un nombre gérable de données. La Raison a imposé son diktat à la vérité par le doute. Alors que le doute devient extrême dans un monde complexe, il vient balayer la Raison elle-même. La Raison se mord la queue.²⁴

Il ensuit qu'à l'apparition d'un problème, il n'y a pas qu'une seule solution juste, mais une quantité indéterminableou aucune. La prise de conscience des limites impose également des limites à tout type de solution. Il n'y a plus de solutions, de pratiques, de politiques qui restent cohérentes dans le temps et dans l'espace. Si on reconnaît qu'une société change, il faut aussi reconnaître que les limites dans l'avenir sont, elles aussi, très fluctuantes. L'incertitude implique que ce qui marche aujourd'hui, peut connaître des limites demain. Cette non-linéarité suggère des discontinuités, rompant ainsi avec les principes mécanistes. Enfin, ce qui fonctionne dans un écosystème et une société donnée peut être complètement disfonctionnelle ailleurs. La société moderne passe d'une sécurité paradigmatique à un flou post-paradigmatique qui permet de douter jusqu'à la cohérence de cette dernière et de constater, peut-être, l'avènement d'une société post-moderne.

Nous arrivons à la conclusion que le contenu attribué au concept de développement durable par le rapport Brundtland et les documents de Rio représente le mieux *la vraie rupture paradigmatique*. Par son caractère flou, incohérent et contradictoire et par le manque de définition d'objectifs opérationnels et praticables, ces documents proposent des repères sciemment vagues. Car, nous l'avons vu, la définition de ce concept n'est pas le résultat d'un individu ou d'un groupe de chercheurs ou d'experts idéologiquement homogènes (tel que c'est le cas pour Solow ou Daly) mais celui d'un groupe très hétérogène avec un grand esprit d'ouverture durant un long processus de consultation. L'appel à la coopération et la pluridisciplinarité résulte d'une prise de conscience de l'imprévisibilité intrinsèque liée à une complexité croissante, de scénarios riches en surprises, d'objectifs mouvants, ainsi que de bifurcations imprévues.

²⁴ (Question secondaire : Est-ce que la Raison est un serpent ?)

Nous sympathisons avec Burger (1998, pp.54-55) qui propose de considérer le concept de développement durable comme un *concept directeur* ou une *orientation générale*, dont le rôle est «d'offrir une aide à la recherche, à l'évaluation et à la négociation.» Plus qu'un concept cohérent, il constitue «un cadre d'orientation pour tous ceux qui souhaitent soutenir le développement en tant que processus de négociation au sein de la société.» A la base de ce cadre, des objectifs opérationnels adaptés au moment et la spécificité du cas peuvent être définis. Dans une telle perspective, il n'est pas nécessaire que toutes les contradictions, ainsi que les nombreux facteurs de tensions, reflétant des conflits d'intérêts réels ou bien des oppositions de principes ne se résolvent jamais.

5.4 La conclusion des conclusions

Nous finissons ce travail de recherche avec une double conclusion. La première raisonne à partir des éléments contenus dans les différentes approches de durabilité présentées. Nous avons constaté une continuité quasi parfaite dans l'approche faible de durabilité ainsi qu'une rupture et continuité paradigmatique dans l'approche moyenne et forte. L'approche de durabilité forte nous présente la plus grande rupture avec une bonne cohérence conceptuelle. Néanmoins, nous avons eu l'impression qu'aucune des approches ne nous présente un paradigme vraiment nouveau et complet.

A la suite, nous avons proposé de considérer l'incohérence et la contradiction contenues au sein de l'approche moyenne comme une preuve pour l'impossibilité de créer à partir d'une conscience de complexité infinie un nouveau paradigme avec une acceptation généralisée. La grande quantité de définitions et approches du concept de développement durable font preuve de ce constat. Nous avons donc conclu que la rupture paradigmatique constitue le passage dans une ère post-paradigmatique, où les paradigmes sont remplacés par une orientation générale permettant la négociation entre une grande quantité d'acteurs à la recherche de solutions momentanées et spécifiques.

Bibliographie

- Banque Mondiale (1992), Rapport sur le Développement Mondial, Oxford University Press, New York,
- Beaudrillard Jean (1970), La Société de Consommation, Gallimard, Paris.
- Boudon Raymond, Bourricaud Francois (1982), Dictionnaire Critique de la Sociologie, PUF, Paris
- Burger Dietrich (1998), «Le Concept Directeur du Développement Durable», Agriculture + Développement Rural, No.1, pp.52-55.
- Campbell Colin (1993), The Romantic Ethic and the Spirit of Modern Consumerism, Blackwell Publishers, Oxford.
- CMED (1987), *Notre Avenir A Tous*, Rapport présenté sous la présidence de Gro Harlem Brundtland, Bibliothèque Publique et Universitaire, Genève.
- CNUED (1992), La Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement, Adresse électronique : <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm>
- Cot J.-P. et Mounier J.-P. (1974), Pour une Sociologie Politique, Editions Seuil, Paris.
- Daly Hermann E. (1977), Steady-State Economics, W.H. Freeman and Company, San Francisco.
- Daly Herman E. (1987), «Filters against Folly in Environmental Economics», dans Pillet G. et Murota (1987), Environmental Economics, Edition Roland Leimgruber, Geneva.
- Daly Herman E. (1990), «Toward some Operational Principles of Sustainable Development», Ecological Economics, No.2, pp.1-6.
- Daly Herman E. (1991), «Elements of Environmental Macroeconomics», in R. Costanza (1991), Ecological Economics : The Science and Management of Sustainability, pp.33-46.
- Daly Herman E. & Goodland Robert (1993), «The urgent Need for Rapid Transition to Global Environmental Sustainability», Environmental Conservation, Vol.20, No.4, pp.297-309.
- Daly Herman E. (1996), Beyond Growth : The Economics of Sustainable Development, Beacon Press, Boston.
- Deléage Jean-Paul (1986), Une histoire de l'écologie, La Découverte, Paris.

- Desjeux Dominique et Sanchez-Arnaud Jean-Claude (1994), La Culture ; Clé du Développement, Armattan, Paris.
- Durning Alan Thein (1992), How Much is Enough ? The Consumer Society and the Future of the Earth, Earthscan, London.
- Ekin Paul (1993), «Limits to growth and Sustainable Development : Grappling with Ecological Realities» , Ecological Economics, No.8, pp.269-288.
- Escobar Arturo (1995), Encountering Development ; The Making and Unmaking of the Third World, Princeton University Press, New Jersey.
- Ferréol Gilles (1995), Vocabulaire de la Sociologie, PUF, Paris.
- Godard Olivier (1994), «Le Développement Durable : Paysage Intellectuel», Natures- Sciences- Sociétés, No.2, pp.309-321.
- Habermas Jürgen (1973), La Technique et la Science comme Idéologie, Gallimard, Paris.
- Horkheimer Max, Adorno Theodor W. (1974), La Dialectique de la Raison, Gallimard, Paris.
- IUCN (1980), World Conservation Strategy, International Union for the Conservation of Nature, Gland.
- Katz Eric et Oechsli Lauren (1993), «Moving beyond Anthropocentrism : Environmental Ethics, Development and the Amazon» , Environmental Ethics, Vol.15, pp.49-59.
- Kuhn Thomas S. (1972), La Structure des Révolutions Scientifiques, Flammarion, Paris.
- Labbens Jean (1992), «Croyances Africaines et Rationalité Occidentale», Informations et Commentaires, No.79, pp.45-48.
- Latouche Serge (1984), «Le développement en question», Revue Tiers Monde, Tome 25, No.100, pp.730-734.
- Latouche Serge (1995), La Mégamachine, Raison Techno-Scientifique, Raison Economique et Mythe du Progrès, Editions la Découverte/M.A.U.S.S., Paris.
- Meadows Donella H. et Dennis L. et al. (1972), The Limits to Growth, Rapport au club de Rome préparé par le MIT. Traduction française : Halte à la Croissance, Fayard, Paris.
- Morin Edgar et Kern Anne Brigitte (1993), Terre-Patrie, Editions du Seuil, Paris.
- Morin Edgar (1994), Sociologie, Fayard, Paris.

- ONU(1992), Le Partenariat Mondial pour l'Environnement et le Développement, Guide de l'Agenda 21, New York, ONU.
- Palloix Christian (1973), Problèmes de la Croissance en Economie Ouverte, Edition Revue, Paris.
- Partant François (1984), «La Crise du Développement dans la Crise Mondiale», Revue Tiers Monde, Tome 25, No. 100.
- Raffestin Claude (1995), «Les Ingérences Paradoxaes de la Pensée Ecologique», Nouveaux Cahiers de l'IUED, PUF, Paris.
- Redclift Michael R. (1987), Sustainable Development ; Exploring the Contradictions, Routledge, London.
- Rist Gilbert (1996), Le Développement, l'Histoire d'une Croyance Occidentale, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris.
- Rostow Walt.W. (1963), Les Etapes de la Croissance Economique, Editions du Seuil, Paris.
- Sachs Ignacy (1980), Stratégie de l'Ecodéveloppement, Ed. Ouvrières et Ed. Economie et Humanisme, Paris.
- Sachs Ignacy (1994), «Entretien avec J.Weber ; Environnement, Développement, Marché : pour une Economie Anthropologique», Natures-Sciences-Sociétés, Vol.2, No.3, pp.258-265.
- Sachs Wolfgang (1990), «L'Archéologie du Concept de Développement», Interculture, Vol.23, No.4.
- Sachs Wolfgang (1996), «L'Anatomie Politique du Développement Durable», Interculture, No.130, pp.14-41.
- Solow Robert (1993), «An Almost Practical Step Toward Sustainability», Ressources for the Future, Vol.19, No.21, pp.162-172.
- Sandretto René (1992), «Démocratie et Développement, un Diptyque Ambigu », Informations et Commentaires, No.78, pp. 19-26.
- Serres Michel (1980), Le Système Leibnizien, PUF, Paris.
- Shiva Vandana (1992), «Recovering the Real Meaning of Sustainability», dans Cooper David E. et Palmer Joy A., The Environment in Question : Ethics and Global Issues, Routledge, New York.

- Stockdale Jerry D. (1982), «Changing Realities and Perspectives in International Development», International Journal of Contemporary Sociology, Vol.26, No.3-4, pp.159-174.
- Teulon Frédérique (1991), Croissance, Crises et Développement, PUF, Paris.
- Vaillancourt Jean-Guy (1995) «Penser et Concrétiser le Développement Durable», Ecodecision, Hiver.
- Verburg Rudi M. et Wiegel Vincent (1997), «On the Compatibility of Sustainability and Economic Growth», Environmental Ethics, Vol.19, pp.247-256.
- Vernières Michel (1991), Economie des Tiers Mondes, Economica, Paris.
- Weber Max (1995), Economie et Société, Pocket, Paris.
- Yachir Faycal (1992), «Théorie Economique et Environnement», Revue Tiers Monde, Vol. 21, No.130, pp.417-428.

Annexe

A1. Déclaration de Rio Sur l'Environnement et le Développement²⁵

PRINCIPE 1

Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature.

PRINCIPE 2

Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et de développement, et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale.

PRINCIPE 3

Le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement des générations présentes et futures.

PRINCIPE 4

Pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément.

PRINCIPE 5

Tous les Etats et tous les peuples doivent coopérer à la tâche essentielle de l'élimination de la pauvreté, qui constitue une condition indispensable du développement durable, afin de réduire les différences de niveaux de vie et de mieux répondre aux besoins de la majorité des peuples du monde.

PRINCIPE 6

La situation et les besoins particuliers des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des pays les plus vulnérables sur le plan de l'environnement, doivent se voir accorder une priorité spéciale. Les actions internationales entreprises en matière d'environnement et de développement devraient également prendre en considération les intérêts et les besoins de tous les pays.

PRINCIPE 7

Les Etats doivent coopérer dans un esprit de partenariat mondial en vue de conserver, de protéger et de rétablir la santé et l'intégrité de l'écosystème terrestre. Etant donné la diversité des rôles joués dans la dégradation de l'environnement mondial, les Etats ont des responsabilités communes mais différenciées. Les pays développés admettent la responsabilité qui leur incombe dans l'effort international en faveur du développement durable, compte tenu des pressions que leurs sociétés exercent sur l'environnement mondial et des techniques et des

²⁵ CNUED (1992)

ressources financières dont ils disposent.

PRINCIPE 8

Afin de parvenir à un développement durable et à une meilleure qualité de vie pour tous les peuples, les Etats devraient réduire et éliminer les modes de production et de consommation non viables et promouvoir des politiques démographiques appropriées.

PRINCIPE 9

Les Etats devraient coopérer ou intensifier le renforcement des capacités endogènes en matière de développement durable en améliorant la compréhension scientifique par des échanges de connaissances scientifiques et techniques et en facilitant la mise au point, l'adaptation, la diffusion et le transfert de techniques, y compris de techniques nouvelles et novatrices.

PRINCIPE 10

La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient. Au niveau national, chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, y compris aux informations relatives aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et avoir la possibilité de participer aux processus de prise de décision. Les Etats doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant les informations à la disposition de celui-ci. Un accès effectif à des actions judiciaires et administratives, notamment des réparations et des recours, doit être assuré.

PRINCIPE 11

Les Etats doivent promulguer des mesures législatives efficaces en matière d'environnement. Les normes écologiques et les objectifs et priorités pour la gestion de l'environnement devraient être adaptés à la situation en matière d'environnement et de développement à laquelle ils s'appliquent. Les normes appliquées par certains pays peuvent ne pas convenir à d'autres pays, en particulier à des pays en développement, et leur imposer un coût économique et social injustifié.

PRINCIPE 12

Les Etats devraient coopérer pour promouvoir un système économique international ouvert et favorable, propre à engendrer une croissance économique et un développement durable dans tous les pays, qui permettrait de mieux lutter contre les problèmes de dégradation de l'environnement. Les mesures de politique commerciale motivées par des considérations relatives à l'environnement ne devraient pas constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable, ni une restriction déguisée aux échanges internationaux. Toute action unilatérale visant à résoudre les grands problèmes écologiques au-delà de la juridiction du pays importateur devrait être évitée. Les mesures de lutte contre les problèmes écologiques transfrontières ou mondiaux devraient, autant que possible, être fondées sur un consensus international.

PRINCIPE 13

Les Etats doivent élaborer une législation nationale concernant la responsabilité de la pollution et d'autres dommages à l'environnement et l'indemnisation de leurs victimes. Ils doivent aussi coopérer diligemment et plus résolument pour développer davantage le droit international concernant la responsabilité et l'indemnisation en cas d'effets néfastes de dommages causés à l'environnement dans des zones situées au-delà des limites de leur juridiction par des activités menées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle.

PRINCIPE 14

Les Etats devraient concerter efficacement leurs efforts pour décourager ou prévenir les déplacements et les transferts dans d'autres Etats de toutes activités et substances qui provoquent une grave détérioration de l'environnement ou dont on a constaté qu'elles étaient nocives pour la santé de l'homme.

PRINCIPE 15

Pour protéger l'environnement, des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les Etats selon leurs capacités. En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement.

PRINCIPE 16

Les autorités nationales devraient s'efforcer de promouvoir l'internalisation des coûts de protection de l'environnement et l'utilisation d'instruments économiques, en vertu du principe selon lequel c'est le pollueur qui doit, en principe, assumer le coût de la pollution, dans le souci de l'intérêt public et sans fausser le jeu du commerce international et de l'investissement.

PRINCIPE 17

Une étude d'impact sur l'environnement, en tant qu'instrument national, doit être entreprise dans le cas des activités envisagées qui risquent d'avoir des effets nocifs importants sur l'environnement et dépendent de la décision d'une autorité nationale compétente.

PRINCIPE 18

Les Etats doivent notifier immédiatement aux autres Etats toute catastrophe naturelle ou toute autre situation d'urgence qui risque d'avoir des effets néfastes soudains sur l'environnement de ces derniers. La communauté internationale doit faire tout son possible pour aider les Etats sinistrés.

PRINCIPE 19

Les Etats doivent prévenir suffisamment à l'avance les Etats susceptibles d'être affectés et leur communiquer toutes informations pertinentes sur les activités qui peuvent avoir des effets transfrontières sérieusement nocifs sur l'environnement et mener des consultations avec ces Etats rapidement et de bonne foi.

PRINCIPE 20

Les femmes ont un rôle vital dans la gestion de l'environnement et le développement. Leur pleine participation est donc essentielle à la réalisation d'un développement durable.

PRINCIPE 21

Il faut mobiliser la créativité, les idéaux et le courage des jeunes du monde entier afin de forger un partenariat mondial, de manière à assurer un développement durable et à garantir à chacun un avenir meilleur.

PRINCIPE 22

Les populations et communautés autochtones et les autres collectivités locales ont un rôle vital à jouer dans la gestion de l'environnement et le développement du fait de leurs connaissances du milieu et de leurs pratiques traditionnelles. Les Etats devraient reconnaître leur identité, leur culture et leurs intérêts, leur accorder tout l'appui nécessaire et leur permettre de participer efficacement à la réalisation d'un développement durable.

PRINCIPE 23

L'environnement et les ressources naturelles des peuples soumis à oppression, domination et occupation doivent être protégés.

PRINCIPE 24

La guerre exerce une action intrinsèquement destructrice sur le développement durable. Les Etats doivent donc respecter le droit international relatif à la protection de l'environnement en temps de conflit armé et participer à son développement, selon que de besoin.

PRINCIPE 25

La paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indissociables.

PRINCIPE 26

Les Etats doivent résoudre pacifiquement tous leurs différends en matière d'environnement, en employant des moyens appropriés conformément à la Charte des Nations Unies.

PRINCIPE 27

Les Etats et les peuples doivent coopérer de bonne foi et dans un esprit de solidarité à l'application des principes consacrés dans la présente Déclaration et au développement du droit international dans le domaine du développement durable.

A l'intention des organes d'information -- Document non officiel
Département de l'information
Bureau S-894
Organisation des Nations Unies
New York, NY 10017, Etats-Unis
Tel (212) 963-4295, Fax (212) 963-4556
DPI/1299 - Mai 1993

A2. Sommaire du programme Action 21²⁶

1. Préambule :

- Aborde les problèmes de la pauvreté, de la faim, des maladies, de l'analphabétisme et de la détérioration des écosystèmes ;
- Cherche à préparer le monde aux tâches qui l'attendent au cours du siècle prochain ;
- Marque la naissance d'un nouveau partenariat mondial pour le développement durable, c'est-à-dire économiquement réalisable, socialement équitable et respectueux de l'environnement, non seulement pour le présent, mais aussi pour l'avenir.

Section I.- Dimensions sociales et économiques

2. Atmosphère
3. Lutte contre la pauvreté
4. Production et consommation
5. Dynamique démographique
6. Santé de l'homme
7. Etablissements humains
8. Environnement et développement

Section II.- Ressources pour le développement

9. Atmosphère
10. Ressources en sols
11. Déboisement
12. Désertification et sécheresse
13. Montagnes
14. Développement agricole et sécheresse
15. Diversité biologique
16. Biotechnologies
17. Océans, mers et zones côtières
18. Ressources en eau douce
19. Substances chimiques toxiques
20. Déchets dangereux

²⁶ Sommaire repris de Burger (1998, pp.55)

21. Déchets solides et eaux usées

22. Déchets radioactifs

Section III.- Renforcement du rôle des principaux groupes

23. Préambule

24. Participation des femmes au développement durable

25. Enfance et jeunesse

26. Populations autochtones

27. Organisations non gouvernementales

28. Collectivités locales

29. Travailleurs et leurs syndicats

30. Commerce et industrie

31. Communauté scientifique et technique

32. Agriculteurs et politique gouvernementale

Section IV.- Moyens d'exécution

32. Ressources et mécanismes financiers

33. Transfert technologique

34. Appui de la science au développement

35. Education

36. Mécanismes nationaux et coopération internationale

37. Arrangements institutionnels internationaux

38. Instruments et mécanismes juridiques internationaux

39. L'information pour la prise de décision